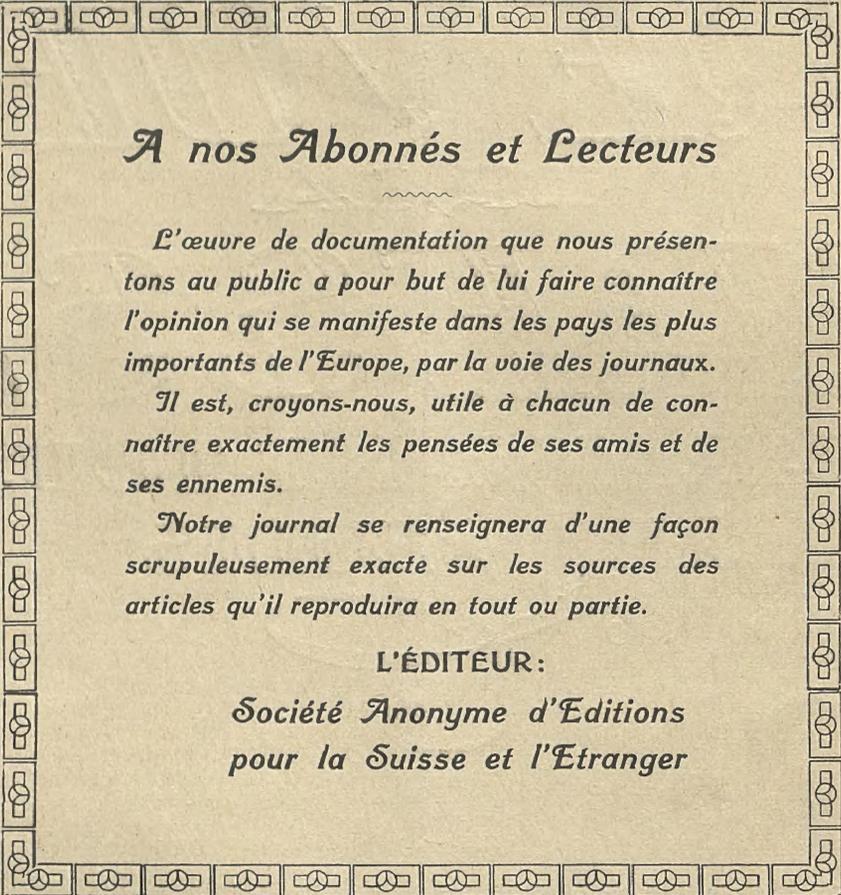


LA
REVUE
DE LA
PRESSE
PARAISANT TOUS
LES JEUDIS


Administration : 3, rue Merle-d'Aubigné, Genève

Téléphone 82.48



A nos Abonnés et Lecteurs

L'œuvre de documentation que nous présentons au public a pour but de lui faire connaître l'opinion qui se manifeste dans les pays les plus importants de l'Europe, par la voie des journaux.

Il est, croyons-nous, utile à chacun de connaître exactement les pensées de ses amis et de ses ennemis.

Notre journal se renseignera d'une façon scrupuleusement exacte sur les sources des articles qu'il reproduira en tout ou partie.

L'ÉDITEUR:

*Société Anonyme d'Éditions
pour la Suisse et l'Étranger*

La Revue de la Presse

PARAISANT TOUS LES JEUDIS

ABONNEMENTS

(payables en monnaie suisse)

Suisse par semestre Fr. **4.50**
Etranger » **5.50**

L'Administration décline toute responsabilité

quant aux insertions faites par le Service de la publicité.

PRIX DU NUMÉRO

Suisse **25** centimes
Etranger **30**

1^{re} Année

12 Avril 1917

N° 9

FRANCE

Le Figaro exalte l'alliance américaine :

La guerre continentale, la guerre maritime, la guerre de patrouilleurs, tout cela va fouetter le sang du peuple américain. Et pour ceux qui échapperont à l'enrôlement contagieux, il y aura le jeu de la guerre économique, de la guerre financière, de la guerre d'opinion. Le mot « bluff » est américain. Que de façons plus amusantes les unes que les autres de traquer le Boche ! Le vieux sang du trappeur ne fera qu'un tour, quand une fois on lui aura livré la bête féroce qu'il doit abattre.

Et la guerre ne sera rien, — espérons d'ailleurs qu'elle sera finie bientôt, — ce qui sera quelque chose, c'est la négociation de la paix et l'après-guerre.

J'attends les Américains à la négociation de la paix. Leur flegme, doublant celui des Anglais, fera son affaire de la balourdise teutonne. M. Wilson n'est pas entré en guerre pour un but mesquin : il le dit et l'on peut l'en croire ; il est entré en guerre pour serrer la vis à l'impérialisme et au militarisme, à la caste guerrière et aux pangermanistes de tout poil et de tout grade. Tant qu'il y aura un chef allemand pratiquant la doctrine du « chiffon de papier », se vantant du naufrage de la « Lusitania » et applaudissant à l'assassinat de miss Edith Cawell, M. Wilson se chargera de son éducation en matière de droit international, et il saura bien lui inculquer le respect des traités et de ces bonnes « balivernes » humanitaires. Vous ne croyez qu'au droit de la force, on va vous faire connaître la force du droit...

Et puis, il restera l'« upper cup » final de l'« après-guerre ». L'empereur Guillaume le répétait à qui voulait l'entendre : le véritable concurrent économique de l'Allemagne, c'est l'Amérique. L'Anglais est plus marchand que producteur : en fin de compte, le trafic anglais s'arrangeait de la production allemande. Le merveilleux commerçant transportait les produits qui le concurrençaient, malgré le « Made in Germany ». Mais l'Américain travaille sur d'autres données, il est vendeur des mêmes articles que l'Allemand ; et, en plus, il détient la nourriture et la matière première dont a besoin ce concurrent. L'Allemagne économique pouvait subsister en s'entendant avec l'industrie américaine, en la séduisant, en la trompant. Mais si celle-ci est avertie, si, d'une part, elle garde ses cotons, ses pétroles et ses blés, et si, mieux encore, elle les transforme pour organiser, par tout le monde, la concurrence contre le commerce allemand, celui-ci verra, là aussi, à qui il a affaire. Cette « après-guerre » deviendra la véritable guerre.

L'Echo de Paris se félicite :

L'hommage que le gouvernement et le parlement français ont rendu aux Etats-Unis s'adresse particulièrement au président Wilson. « Honneur à vous ! » lui a télégraphié M.

Poincaré, en le citant pour ainsi dire à l'ordre du jour de la France. M. Ribot a dit, avec raison, qu'il est un « chef illustre », et que son message retentira jusqu'au fond de tous les cœurs ». M. Dubost a salué le « nouveau juge qui demain prendra place à la haute cour de justice de l'humanité », et M. Deschanel, pensant à la Maison-Blanche, a parlé d'une « présidence désormais immortelle ». Non seulement le public français doit approuver ces manifestations, mais il doit en préciser le sens.

Il ne faut pas que le culte des principes nous fasse perdre de vue le mérite des individus. Même pour la plus juste des causes, il n'y a point de victoire automatique. Les règles abstraites du droit sont comme les étoiles : elles orientent le voyageur, mais elles ne le transportent pas. Tout résultat est l'œuvre d'un homme, ou d'un groupe d'hommes, qu'on peut et qu'on doit nommer.

Si le président Wilson n'avait pas été en même temps rigide dans sa moralité et souple dans sa politique, s'il n'avait pas eu à la fois l'esprit prudent d'un juriste et l'opiniâtreté combative d'un Ecossais — « he is a fighter », disait-il y a longtemps déjà son ambassadeur et ami M. Sharp — l'intervention du peuple américain dans la guerre aurait-elle pris ce caractère de suprême opportunité et d'absolue unanimité qui la rend si impressionnante ? Et les gouvernements alliés eux-mêmes n'ont-ils pas eu leurs mérites pendant les longs mois où le doute planait ? Croit-on, par exemple, que la réponse loyale de l'Entente au président des Etats-Unis, l'hiver dernier, n'a pas contribué à former la conviction de celui qui l'a reçue ? Nous récoltons à Pâques une moisson semée à Noël.

L'Humanité donne une note démocratique :

L'entrée de l'Amérique dans le conflit, avec les dispositions désintéressées si conformes aux plus nobles traditions françaises, achève de donner à la guerre actuelle son véritable caractère : c'est la guerre des démocraties liguées contre l'impérialisme autocratique.

L'Evénement aussi :

La coopération des Etats-Unis, qui apporte à notre combat des forces matérielles précieuses et des forces morales invincibles, aura de profondes répercussions. Elle ferme l'horizon autour de l'ennemi.

Elle isole les empires de despotisme et cet isolement persistera après la dernière bataille. Au traité de paix, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie chercheront vainement dans le monde une nation émue de leur détresse et disposée à les secourir.

Le Gaulois prédit la défaite allemande :

Il se peut que l'intervention américaine n'écourte pas

autant qu'on serait enclin à le supposer la durée de la guerre; mais on ne saurait douter par contre, qu'elle rend plus certaine encore la défaite totale et définitive de l'ennemi commun, parce que c'est là le seul but que s'est assigné notre nouvel allié en prenant les armes et parce qu'il n'y a pas d'exemple qu'une nation mise au ban de l'humanité, combattue par une coalition de douze puissances qui représentaient les deux tiers des peuples civilisés, ne finisse par succomber.

Dans *l'Homme enchaîné* M. Clémenceau proclame sa certitude:

Nous avons maintenant l'assurance, non plus seulement du succès, qui ne pouvait nous échapper, mais d'une victoire si complète qu'une longue paix de l'Europe pourra être enfin établie. Gloire à l'Amérique, qui nous en aura apporté la certitude! Avec elle, tous les peuples, tous les hommes sont debout contre le dernier fauteur d'oppression qui osa concevoir l'espérance de submerger le monde moderne et se lança dans la sanglante aventure pour y prodiguer toutes les puissances de crime qu'un gouvernement sans scrupules ait jamais pu accumuler.

The New-York Herald (de Paris) se réjouit:

Les citoyens des Etats-Unis ont acclamé le message de leur président; cet admirable morceau d'éloquence restera dans les archives de la grande nation; jamais plus belle parole ne magnifia plus beau devoir. Guillaume II peut être fier! Il a réalisé contre son peuple l'union de tous les pays civilisés; car les derniers pays restés neutres en apparence, ne cachent pas leurs sympathies pour les Alliés. Un professeur allemand s'écriait hier, avec orgueil: « Nous pouvons nous vanter d'être le peuple le plus haï de la terre! » Cela nous rappelle un dessin représentant deux apaches qui causent en lisant un journal; l'un d'eux dit fièrement à l'autre: « Tiens! on parle de moi dans le journal; tu vois, là, sous ce titre: « Un ignoble individu ». Le cabotage impérial a donc gagné toute la nation!

La Libre Parole nie la distinction établie par M. Wilson:

Le Reichstag est élu au suffrage universel. Il est donc bien l'émanation du peuple allemand. Or, aux dernières élections, les partis bourgeois ont obtenu plus de huit millions de voix et les socialistes quatre millions. (Encore serait-ce une erreur capitale de classer les socialistes allemands comme républicains.) L'impérialisme allemand n'est pas le régime imposé qu'imagine M. Wilson. Il est la synthèse des appétits et des ambitions de toute la nation. De même le peuple entier a approuvé la guerre sous-marine où le peuple voit le seul moyen de défense possible contre le blocus de la faim anglais. Qui dit cela? Est-ce le comte Reventlow? Nullément; c'est le leader socialiste Ebert.

Loin de creuser un abîme entre le peuple et la dynastie, le geste de M. Wilson va les rapprocher dans le sentiment de la défense nécessaire: défense du sol, défense de la puissance économique du pays. Les Allemands ont parfaitement raison quand ils disent que la guerre n'est pas une lutte dynastique. Elle est l'effort de toutes les nations qui veulent vivre en paix pour réduire à l'impuissance une nation trop forte. Ce n'est pas une question d'autocratie et de démocratie. C'est une question d'équilibre européen.

Dans le *Journal*, le sénateur brésilien Machado annonce que son pays sera le treizième allié:

L'Allemagne s'est refusée injustement à payer à l'Etat de Sao-Paulo 125 millions de marks qu'elle lui doit, sous prétexte que cette somme profiterait à ses adversaires. Le Brésil, pour supprimer ce prétexte, invita l'Allemagne à en déposer le montant dans une banque neutre, l'Etat de Sao-

Paulo s'engageant à ne pas en disposer avant la fin des hostilités. L'Allemagne n'accepta pas.

Elle a donc commencé par commettre un vol au préjudice du Brésil, pour terminer la série de ses crimes par l'assassinat de nos concitoyens.

L'honneur du drapeau ne permet au Brésil qu'une seule solution: la guerre.

L'Echo de Paris entrevoit un quatorzième allié:

Combien de temps la neutralité restera-t-elle pour l'Espagne une attitude digne et sûre quand les Allemands cherchent systématiquement, en terrorisant les armateurs espagnols, à empêcher la reprise des échanges et à provoquer dans le pays une crise intérieure qui paralyserait le gouvernement? L'Espagne, qui veut la paix en 1917 aussi sincèrement que nous la voulions en 1914, s'aperçoit à son tour que les initiatives allemandes ne laissent personne en paix.

Le Petit Journal s'occupe des neutres:

... Ce sont leurs gouvernements qui se montrent timides ou qui, pour des raisons diverses, se tiennent dans une réserve qui, en général, correspond mal à leurs véritables sentiments. Laissons-les méditer sur les enseignements qui se dégagent de l'intervention américaine, de la révolution russe, du mouvement qui emporte les peuples vers leur idéal d'indépendance.

Le Petit Parisien apprécie la saisie des navires allemands internés:

On évalue à près de cent bâtiments, à 300,000 tonnes, l'importance de la flotte qui s'était mise à l'abri dans les ports de New-York, Boston, Baltimore, etc., depuis août 1914. Ce n'est pas exagérer que d'estimer à 1,500 millions la valeur globale de ces unités, dont certaines, faisant la fierté de la Hamburg-Amerika et du Norddeutscher Lloyd de Brême, comptaient parmi les plus amples, les plus rapides et les plus somptueuses du monde.

L'Allemagne, dans les années qui avaient précédé la guerre, s'était attachée à se doter de paquebots qui fissent concurrence à ceux des grandes lignes anglaises, — et même à conquérir une sorte de primauté. Le « Vaterland » était le type le plus considérable qui eût jamais paru sur l'océan.

... Pour la première journée de sa guerre, l'Union a donné un superbe coup de filet: non seulement elle frustre l'Allemagne des plus belles unités d'une marine construite à grands frais, mais encore elle assure à l'Entente des moyens de transport qui lui faisaient quelque peu défaut et qui lui permettront de compenser les dommages causés par la guerre sous-marine; elle enlève à nos adversaires une flotte sur laquelle ils comptaient pour restaurer leur trafic dès la paix conclue: elle les a frappés triplement.

Le Temps aussi:

... Le retour au trafic des 600,000 tonnes de navires allemands immobilisés dans les ports américains est donc un bienfait pour l'humanité entière; en effectuant leur saisie, les Etats-Unis n'ont pas seulement rendu service aux alliés, aux belligérants, ils ont mérité la reconnaissance de toutes les nations pacifiques de la terre. Il serait à souhaiter que toutes les puissances dont les ports contiennent des navires allemands ou autrichiens admettent que l'intérêt supérieur du monde exige la remise en service de telles forces inutilisées.

La Victoire s'indigne des menées pacifistes en Russie:

Le Conseil exécutif des délégués des ouvriers et des mili-

taires, après s'être élevé contre tout ce qui peut désorganiser l'armée, aurait pris, à la suite de longs débats, une résolution affirmant que le gouvernement provisoire doit déclarer à tous les peuples que la Russie mènera la guerre seulement pour sa défense, tant que l'Allemagne et l'Autriche n'auront pas déclaré qu'elles n'aspirent à aucune conquête et consentent à débattre les conditions de paix sans annexion de territoire ni paiement de contribution de guerre.

... Le maître de la Russie, c'est le gouvernement provisoire, ou plutôt c'est l'armée nationale qu'il a derrière lui et qui commence déjà, instruite par l'avortement lamentable de la Révolution russe en 1905, à manifester que ces saboteurs de Révolution commencent à lui échauffer les oreilles.

La Dépêche de Toulouse donne de sages conseils :

... Souhaitons que la direction du mouvement soit prise par les hommes, que le sens des réalités et l'expérience des affaires défendent des illusions et des chimères. Le dernier espoir de la réaction est que le peuple russe soit affolé par l'ivresse de la liberté. Par la lassitude et le dégoût la terreur ramène à la tyrannie. L'heure n'est pas de construire des paradis dans les nuages. Le régime nouveau créera ses titres en organisant la victoire. La liberté ne peut être sauvée qu'avec la patrie. Les extrémistes, les pacifistes, tous ceux qui, comme Sturmer, prêchent la paix séparée, comme Sturmer sont des traîtres.

La marche d'Hindenburg sur Pétrograd dépend des événements intérieurs de la Russie :

Dans une telle entreprise Petrograd ne serait que l'objectif en quelque sorte symbolique. Mais une paix séparée avec l'un quelconque des peuples alliés est éminemment désirable pour l'Allemagne qui a jusqu'ici frappé vainement sur tous les points de la muraille de feu dont elle est entourée. La Russie est en pleine effervescence; un peu naïvement, notre enthousiasme l'emportant sur notre raisonnement, nous avons cru que la révolution était terminée avec l'abdication du faible Nicolas II. Nous aurions dû nous rappeler qu'on ne touche pas à un régime séculaire sans réveiller jusqu'aux sentiments les plus obscurs et aux espérances les plus lointaines des citoyens. Quand la mer est calme, apaisée et comme endormie, il faut encore redouter la lame de fond sournoise et terrible. La Révolution russe, quoique nous en croyons, n'est pas achevée; il faut prévoir des à-coups, des secousses, des convulsions.

L'Allemagne, avec ses innombrables agents, ses germanophiles encore embusqués dans les bureaux et l'argent immonde de sa propagande, ne manquera pas d'y aider. Hindenburg aura à l'intérieur ses fourriers civils, dupes ou complices. Il se peut donc très bien qu'il considère la tourmente politique qui a emporté le trône des Romanoff comme la plus belle occasion qui puisse lui être offerte d'une vaste offensive contre la Russie qu'il décorera pour les ignorants et les naïfs du nom magique de marche sur Pétrograd. En réalité, son objectif sera beaucoup plus modeste, ce qui ne veut pas dire moins efficace. Si la Russie est divisée, si l'armée russe n'est pas suffisamment ravitaillée, il cherchera à l'anéantir purement et simplement, fût-ce sur les rives mêmes de la Dvina. Pareil bonheur faillit lui échoir au temps où les soldats du grand-duc Nicolas devaient parfois se défendre à coups de bâton contre les siens qui étaient incomparablement armés et soutenus par une artillerie puissante et nombreuse. Or, on ne se relève pas deux fois, au cours d'une même guerre, d'une retraite de Pologne, et si décidés à battre les Allemands que soient les soldats russes, ils finiraient bien par se démoraliser s'ils n'étaient pas mieux secondés par les dirigeants du nouveau régime qu'ils ne l'ont été par l'ancien. Voilà ce que doivent se dire à leur tour les hommes de la Douma et les hommes du palais de Tauride. Ou alors la flamme de la liberté n'aura brillé que pour s'éteindre aussitôt, et Guil-

laume II n'aura plus qu'à nommer le syndic de la faillite de la démocratie russe.

L'appel des révolutionnaires russes à la social-démocratie allemande n'a pas été entendu dit, dans le *Matin*, M. Laskine :

Il y a déjà longtemps qu'au congrès de Halle (15 octobre 1892) Bebel proclamait son indifférence pour le régime républicain: la même année, Bebel, au congrès de Londres (24 mai 1892), s'était porté garant des « honorables intentions » de Guillaume II, dont le citoyen Vollmar faisait en même temps, dans une revue française, un chaleureux éloge. Le député au Reichstag Quessel n'avait pas attendu la guerre et l'« union sacrée » pour déclarer dans les « Sozialistische Monatshefte » (14 juin 1914): « Il n'y a pas un homme dans notre parti qui songe à renverser la constitution monarchique de l'Etat. » Et l'organe officiel du parti, le « Vorwärts », alors inspiré par la fameuse « minorité » social-démocrate, raillait cruellement, à propos du Portugal, le régime républicain (1er février 1915).

... Les Germains ont envahi et pillé la France bien avant qu'il n'y eût des Hohenzollern à Berlin. Ils la menaçaient, si l'on ne prend les mesures nécessaires, même après qu'il n'y aurait plus de Hohenzollern à Berlin. Les nations pacifiques doivent se prémunir contre la firme Deutschland, dont tous les Allemands sont actionnaires, et « quels qu'en puissent être les gérants ».

L'Oeuvre entend que l'Allemagne entière assume sa part de responsabilité :

Tout d'abord, il faudrait spécifier que la peine de mort avec dégradation militaire sera infligée aux chefs responsables des meurtres, des pillages, des viols, des incendies, des destructions ou totales ou partielles de bourgs et de cités. Même peine pour les auteurs des déportations imposées aux populations sans défense. Quant à celles qui seraient envisagées à titre de représailles, pour les fixer il suffirait de s'inspirer de la loi de Lynch.

Pour chaque cité, pour chaque village brûlé ou rasé, on détruirait, plus tard, un village ou une cité allemande de même importance, dont le choix serait déterminé ultérieurement par la Haute-Cour interalliée. En répression des déportations infligées aux jeunes filles, aux femmes, aux jeunes gens, aux vieillards, un exil de même durée, de même gravité, serait imposé à un nombre égal d'Allemands et d'Allemandes désignés ultérieurement. Aux vols on répondrait par des amendes de même valeur qu'auraient à acquitter les populations ennemies.

... La terreur de la justice future figera cette joie abominable qui a empli tous les cœurs allemands. Mettons-nous bien dans l'esprit que seule cette crainte salutaire peut préserver d'une destruction totale nos malheureuses provinces encore envahies. Seule elle peut arrêter l'œuvre de rapine, de destruction et de meurtre par laquelle l'Allemagne abhorrée s'enlise chaque jour, un peu plus, dans l'exécration de l'Humanité.

L'Action française s'enthousiasme pour la péroraison de M. le président Dubost au Sénat :

« Honneur au nouveau juge qui demain prendra place à la haute cour de justice de l'humanité et qui prononcera avec nous les peines collectives et individuelles que méritent la coalition germanique, ses chefs et ses complices!... » (Applaudissements répétés sur tous les bancs.)

Cette menace officielle de peines collectives et individuelles prononcée par le tribunal des douze nations alliées mérite d'être inscrite « avec un caillou blanc », dirait M. Ribot, au tableau de la journée d'hier. Il faut en faire complètement au vieux Allobroge. Il faut aussi le louer d'avoir parlé de peines collectives et de peines individuelles, les

premières frappant l'Allemagne et les corps allemands, les autres pleurant sur les individus boches coupables de crimes personnels; ce devrait être le rythme de toutes nos réflexions sur l'ennemi ou sur nous. Il faut en outre féliciter M. Antonin Dubost d'avoir spécifié que ce tribunal, nous le composerions, nous; les vainqueurs, sans nous attarder au scrupule juridique en vertu duquel on n'est pas juge et partie. De sinistres prêchers avaient imaginé naguère de confier Guillaume II et sa bande à un tribunal composé de neutres. Quelle sottise, doublée de quelle folie! Ce serait ouvrir la porte à toutes les intrigues et préparer le salut et l'immunité des brigands. « Nous », a dit M. Antonin Dubost. Ce « nous » est un propos raisonnable qui honore la France, l'Assemblée qui l'a entendu et applaudi, sans compter la province natale de M. le président du Sénat, ce robuste et clair Dauphiné auquel, en notre qualité d'ardents régionalistes, nous adressons un hommage particulier.

... Si l'on veut faire bonne et prompte justice, le meilleur sera d'éviter de trop lécher l'ours et de procéder comme nous l'avons conseillé dès le premier jour: sitôt Guillaume Boche et sa bande capturés, les faire comparaître devant une commission militaire qui jugera sans désespérer. Ne donnons pas aux scélérats germano-prussiens la triple alliance du temps, de la procédure et des affinités dynastiques.

Le Temps dit la Turquie fort malade:

Les jeunes-turcs de Constantinople voient leur empire entamé de toutes parts et les voyages d'Enver pacha au quartier général allemand, où il ne put du reste obtenir de secours effectif, soulignent leurs inquiétudes et leurs angoisses.

Le moment semble d'autant plus mal choisi pour Constantin de braver à la fois le sentiment hellène et les alliés. Non seulement les engagements pris ne sont pas tenus, mais on s'efforce, par supercherie, de revenir sur ceux qui ont été plus ou moins exécutés. Des bandes se reforment, on leur donne des armes, et de nouveaux massacres sont prêchés contre les vénizélistes dans la presse royaliste. Athènes est livrée à la volonté des agents du kaiser, et Constantin joue en désespéré la partie de son impérial beau-frère. La

situation se tend au point de devenir intolérable pour tous les Grecs qui ont conservé la notion de leurs droits et de leurs intérêts. L'Allemagne avait un instrument docile en Grèce; elle en joue jusqu'à le briser.

L'Echo de Paris voit en noir la situation en Grèce:

La presse germanophile se livre à de violentes attaques. L'« Hesperini » publie chaque jour des articles où il incite au meurtre des vénizélistes. Voici quelques lignes de ces articles:

« Le peuple n'a pas encore liquidé ses comptes. Ce jour viendra, et plus tôt qu'on ne l'imagine. « Mais, cette fois, les choses ne se passeront pas comme par le passé. »

L'« Hesperini » invite ensuite les royalistes à marquer d'un signe particulier ceux qui achètent dans la rue des journaux révolutionnaires, afin de pouvoir les reconnaître au moment opportun.

« Car nous sommes d'avis, déclare-t-il, que le jour de la liquidation générale, où seront réglés tous les différends entre nous et ces gens-là, n'est pas très éloigné. »

Excelsior craint la guerre civile:

On a fait courir le bruit d'un complot qui serait dirigé contre le roi par les partisans de M. Vénizélos. C'est le prétexte qui est invoqué par la presse germanophile et royaliste pour dénoncer les libéraux et les désigner à la haine publique. « Il faut noyer dans le sang la conspiration dirigée contre le roi », disent les journaux. Il est impossible de ne pas se souvenir que c'est par des campagnes du même genre que les massacres de décembre avaient été préparés.

Le Figaro:

... Le peuple est rationné, les Athéniens en sont réduits à manger des biscuits de bord, et le gouvernement royal entasse des céréales dans ses magasins, — c'est le correspondant de l'agence Reuter qui l'affirme. L'on tient en réserve de quoi nourrir pendant trois mois une armée de cent mille hommes, on sait à quelles fins.

ANGLETERRE

Le Times du 31.III.17, publie un article sous le titre « Deux ans et demi avec les Allemands » et sous-titres « Révélations sur la vie en Belgique et remarquables constatations d'un Anglais ».

Le journal fait un préambule pour présenter M. Whitaker au public, rappelant qu'il a déjà publié un compte rendu frappant de la situation à Roubaix et à Lille, sous le despotisme allemand et décrit la diminution du moral des armées allemandes.

M. F.-P. Whitaker annonce alors que d'après des conversations qu'il a eu, il y a lieu de croire que ses déclarations seront attaquées soit parce qu'elles sont surprenantes, soit parce qu'elles dérangent des opinions formées à l'avance. Il déclare ne nourrir aucune animosité contre le peuple belge, c'est grâce à celui-ci qu'il a pu s'échapper; son unique but est de dire ce qui est vrai. Je n'ai pas, dit-il, la prétention d'avoir été à même de faire une étude systématique portant sur tout le pays; j'ai vu cependant bien des situations de la vie du peuple belge, tant à

la campagne qu'en ville. Je n'avance que mon expérience personnelle.

POINT D'APPARENCE DE FAMINE

Le premier fait que j'ai à déclarer est que je n'ai vu nulle part apparence de famine, comme dans le nord de la France. Les repas que j'ai pris près de la frontière française, dans les auberges et les fermes privées, étaient loin d'être somptueux, mais plus j'approchais de la Hollande plus la quantité et la variété de la nourriture augmentaient, jusqu'à Anvers où, autant que cela concerne le manger, on pouvait presque oublier que le monde était en guerre. A Roubaix, du temps où j'ai quitté, au début de l'année, mon menu journalier était: matin, café, pain et beurre (le beurre était un luxe au-dessus de la portée des classes ouvrières qui devaient se contenter du lard); dîner, soupe aux légumes, pain, riz bouilli et à intervalles espacés un œuf ou un petit morceau de viande fraîche; souper, riz bouilli et pain. En Belgique, tout près de la frontière, les conditions de la nourriture étaient un peu meilleures. Le système des cartes dominait et les villageois étaient dépendants de la Commission de secours américaine en supplément des produits locaux. Un peu plus loin on passait la ligne de démarcation entre l'« étape » — la partie de la Belgique qui est gouvernée par le général de Denk, ancien commandant de troupes à Valenciennes — et le « gouvernement général » sous le commandement du général von Bissing. Ici on

observait un changement visible. Mon premier repas dans cette région comprenait du filet de bœuf, première viande fraîche que j'ai goûtée depuis des semaines. On avait encore besoin des cartes pour acheter du pain et autres choses fournies par la Commission de secours, mais on pouvait acheter les autres nourritures sans restriction. A Bruxelles, la fourniture alimentaire paraît presque normale. Là, mon dîner du dimanche se composait de : une soupe excellente, une bonne portion de gigot de mouton rôti, pommes de terre, haricots, pain blanc, fromage et confiture et bière ou vin au choix; au souper, on m'a servi de la viande froide, pommes frites et du pain. A Anvers, avec deux amis français, nous sommes entrés en plein midi dans un café de rang moyen. J'ai commandé un bifteck aux pommes frites et mes amis des côtelettes de porc. On nous a servi sans demander de cartes. Nous avons complété le repas avec du pain et du beurre et l'avons arrosé de bière blonde. Plus tard, nous avons soupé au même café : une omelette aux œufs, pommes frites, pain, fromage et beurre. Le prix des deux repas réunis était inférieur à celui d'un bifteck à Roubaix.

VOYAGEANT EN BELGIQUE RURALE

Même dans le petit village où je me tenais caché, il n'y avait de disette pour la nourriture. Le sucre était rare et le pain était fait avec de la farine entièrement brune. Mais la viande, spécialement celle des porcs du pays, était abondante. A midi, un repas type se composait de soupe, bifteck ou côtelette, pommes de terre et petits gâteaux; le souper, du plat usuel belge, pommes de terre frites et du pain trempé dans du lait bouilli. Au lieu de mourir de faim dans la cachette que je m'étais imposée, j'ai trouvé que j'engraissais. Si j'ajoute qu'à Bruxelles, Anvers et autres villes les magasins étalent en abondance toutes sortes de nourritures et qu'en général il est notoire que les soldats allemands achètent en grandes quantités la nourriture pour l'expédier chez eux, on peut bien penser que quelques parties de la Belgique ne souffrent pas si sérieusement du manque de nourriture que le supposent la plupart de gens en Angleterre. Ce n'est pas à moi d'expliquer ces choses. Je ne puis expliquer les motifs pour lesquels les Allemands ne réquisitionnent pas les produits alimentaires du pays. Sûrement la Belgique a été pendant des années le meilleur pays d'Europe d'agriculture intensive. Son exportation en aliments pour l'Angleterre et la France était déjà considérable avant la guerre. On produit maintenant tout autant d'aliments qu'avant la guerre et, pour autant que j'ai vu, le peuple a assez à manger. C'est dans les pays envahis de France que le spectre de la famine se promène. On ne comprend pas assez en Angleterre que la bienveillance allemande pour les Belges équivaut à l'amertume pour les Français. Ce n'est pas seulement à cause de la nourriture que la Belgique est plus heureuse que sa voisine. J'ai déjà dit que l'usage du chemin de fer est défendu aux civils de Roubaix. Les Belges ne sont pas frappés d'une pareille restriction. Ils ont quelques difficultés à passer d'une région à l'autre, la Belgique ayant été partagée en deux parties. A l'intérieur de chacune des zones les habitants ont permission de voyager sans empêchement. De plus, tandis que le pays français occupé est entièrement sans service postal, les Belges ont les commodités ordinaires pour leurs communications internes. On leur demande d'user de timbres allemands sur lesquels est imprimé en gros caractères noirs « Poste Belge »; ils sont obligés de payer 8 centimes (3 centimes plus que d'habitude) pour la transmission d'une carte postale et 15 centimes (5 centimes en plus) pour une lettre. Tout de même la levée et la distribution sont faites par des facteurs réguliers belges.

DES MAGASINS AFFAIRES ET DES THÉÂTRES COMBLES

Bref. Il paraît que la politique des Allemands est de se mêler le moins possible de la vie journalière du pays. Les conséquences de cette politique sont remarquables à

Bruxelles. Toute la journée les principales artères de la ville sont pleines de mouvement et de toutes les manifestations extérieures de prospérité. Des femmes en robes courtes, à la mode, avec des souliers haut bottés se promènent à leur gré le long des trottoirs, admirant les étalages d'effets élégants des magasins de nouveautés. Les bijoutiers, les magasins de comestibles, de tabac et autres ont l'aspect « Business as usual ». J'ai acheté à un prix raisonnable un paquet de cigarettes égyptiennes qui portait le nom d'une marque de manufacture anglaise très connue; et je me suis rappelé comment, pas loin de là, en France dévastée, j'ai vu des feuilles de rhubarbe pendre pour sécher aux fenêtres pour que le fumeur français puisse les employer comme tabac impossible à acheter. Même les confiseries avaient des étalages bien garnis. Les théâtres, les salles de concert, les cinémas et les cafés de Bruxelles étaient ouverts et remplis de monde. Le deuxième soir de mon séjour, je suis allé avec mes deux compagnons français au Théâtre Molière où j'ai entendu « La course au Flambeau », de P. Hervieu, jouée par une troupe belge. Le théâtre était rempli de Belges, qui tous se régalaient du spectacle. Autant que je puis dire, l'unique chose qui me rappelait que je me trouvais dans la capitale tombée d'un pays occupé était les deux soldats allemands se trouvant au premier rang des parquets, dont le devoir, m'a-t-on dit, consistait à veiller à ce que rien d'irrévérencieux envers l'Allemagne et ses armées ne soit dit. Un autre théâtre jouait « Véronique »; un troisième « La Veuve joyeuse ». Au Théâtre de la Monnaie, repris par les Allemands, on joue des opéras et des comédies au profit des soldats et civils allemands. Un après-midi j'ai passé au cinéma; il y avait spectacle continu; le monde allait et venait à loisir. Les projections n'avaient pas trait à la guerre. C'étaient des drames ou des scènes comiques ordinaires et je suppose faites avant la guerre. Rien d'intérêt local n'était représenté.

L'APPARENCE DE L'ABONDANCE

Toutes les scènes que j'ai décrites de Bruxelles se sont répétées à Anvers. Seulement le va et vient des habitants était un tout petit peu surveillé, mais il y avait la même atmosphère de faux contentement et une réelle apparence d'abondance. Si l'on voyait bien des officiers, l'armée n'était pas assez nombreuse pour intimider. Peut-être tant ici que dans la capitale le signe plus marquant que tout n'est pas normal, était l'absence complète dans les rues d'automobiles privées et de voitures de place. Autour de Roubaix on ne voyait pas une seule tête de bétail; en Belgique, chaque ferme avait ses vaches. En Belgique, la gendarmerie montée allemande — les « diables verts » dont j'ai détaillé la conduite infâme dans la région de Roubaix — étaient inconnus. Ils étaient remplacés par la police militaire qui, en comparaison des gendarmes, était la gentillesse personnifiée. Le tableau de la Belgique que je viens de faire est sûrement bien différent de celui de la Belgique outragée du commencement de la guerre.

A moins qu'il n'y ait des malentendus, je complète mon tableau par la conviction basée sur mes conversations avec des hommes et des femmes belges, que toute la population tient ferme et que les essais des Allemands de la détourner de sa fidélité par le charme et la corruption échoueront aussi sûrement que leurs efforts de caractère effroyable.

The New Statesman, No 207:

De même en Allemagne des changements fondamentaux sont projetés par l'autorité. Il n'y a pas une semaine que le chancelier disait que « la guerre produirait et devrait produire une réorganisation politique interne » et il promet qu'après la guerre le gouvernement proposerait une réforme du droit électoral prussien. M. Zimmermann, sous-secrétaire aux affaires étrangères, a encore été plus explicite et a déclaré qu'après la guerre le gouvernement impérial serait directement rendu responsable vis-à-vis du peuple

sont ni l'Angleterre ni la France, mais l'Allemagne qui était l'alliée du tsarisme, sont grotesques. L'énergie avec laquelle ces pays renient actuellement leur ancien allié ressort de la nécessité de tenir aussi en main la nouvelle Russie. La décision de lutter jusqu'au dernier Russe éclate dans chacune des manifestations de ces pays.

Envisageant alors les commentaires de journaux relatifs à ce discours cités par l'Agence télégraphique russe — qui semble être totalement dans les mains de M. Milioukoff — le journal retient notamment une assertion du « Nowoje Wremja » que le kaiser aurait influé sur le choix des fonctionnaires et ministres russes: « Nous ne connaissons pareille prise d'influence sur les affaires intérieures russes que de la part de Sir Buchanan et Lord Milner sur la dernière conférence des Alliés à Pétrograde. »

Il suffit enfin d'attirer l'attention sur le nouveau zèle qui commence à poindre de la part de l'Entente pour obtenir en Allemagne même des résultats qui pourraient nuire à notre fermeté. Si nous avions à défendre les intérêts de l'Entente, nous lui conseillerions de ne pas se mêler de la politique intérieure allemande. On doit pourtant se rendre compte à Londres et à Paris qu'on n'y comprend rien et qu'on s'est chaque fois trompé dans l'appréciation des événements intérieurs allemands et notamment lorsqu'on se décida, en y encourageant le tsar, à déchaîner la guerre mondiale.

Münchener Neueste Nachrichten, 3.IV.17. — Wilson au but:

Pour le journal les Etats-Unis ne représentent pas une puissance militaire capable d'influencer actuellement les événements militaires en Europe.

L'aide financière que l'Amérique peut apporter à l'Entente, si elle le veut, n'est pas à dédaigner. Mais nous attendrons tranquillement pour voir si les spéculateurs de New-York trouvent les affaires, pour lesquelles ils sont maintenant débordés de sollicitations, suffisamment sûres pour y risquer encore d'autres milliards.

Berliner Tageblatt, 3.IV.17. — Le message de guerre de Wilson:

M. Wilson doit clairement savoir que les conséquences de sa décision peuvent avoir une portée bien plus considérable pour les Etats-Unis que pour nous. C'en est fini une fois pour toutes de la doctrine de Monroe et de l'éloignement des « alliances enchevêtrées » qui était un dogme depuis Washington. La transformation des provinciaux en citoyens du monde, l'intervention dans les affaires de l'Europe, la proclamation de la politique impérialiste qui était justement le plus fortement combattue par la démocratie est accomplie. Toutes les normes de la politique étrangère de l'Amérique paraissent renversées. Les influencés ne peuvent manquer de s'en faire sentir à l'intérieur.

Leipziger Neueste Nachrichten, 3.IV.17. — Conférence de la paix sans armistice ?

Nous ne pouvons nous dissimuler que l'offre de paix renouvelée a ses inconvénients. Elle est bien plus que la première, menacée du danger d'une fausse interprétation. Comme pour la première nous savons qu'elle n'a pas jailli sous l'impression de l'infériorité. Mais nous ne pouvons naturellement pas empêcher qu'elle soit interprétée de cette manière dans les rangs de l'Entente et qu'elle ne fasse revivre par-ci par-là les espérances de peuples tourmentés qui étaient déjà prêts à abandonner la lutte.

Frankfurter Zeitung, 4.IV.17. — Bulletin.

Le journal avait espéré que le conflit avec

les Etats-Unis pourrait être évité mais M. Wilson en ayant décidé autrement, reste l'espoir que les sous-marins sauront agir:

La guerre avec les Etats-Unis ne saurait de ce chef nous effrayer. Il ne peut en effet rien surgir qui n'ait été calculé dès le commencement par les dirigeants des destinées du peuple allemand. Ce qui maintenant est devenu la réalité, était à prévoir d'emblée et tout le tort que les Etats-Unis peuvent nous faire a été évalué, nous en avons la pleine confiance. Mais une puissance comme l'Amérique ne pourra certainement pas être terrassée.

Toutefois l'Amérique doit créer et organiser ayant tout ses forces militaires.

L'on ne peut pour le moment se rendre compte de l'apport que les Etats-Unis sont en état d'apporter à nos autres ennemis par leurs forces de combat et leur puissance financière. Le tout dépendra finalement de la durée de la lutte future; chaque mois et chaque jour qui prolonge la guerre augmente la valeur de l'aide américaine, mais nous savons que dans les Etats européens de l'Entente la fin ne peut plus se faire attendre trop longtemps.

Kölnische Zeitung, 4. IV.17. — Le message de Wilson:

Le président américain voit aussi dans l'arme des sous-marins le moyen de vaincre l'Angleterre donnant à la guerre la solution qu'il redoute. Il a cherché par des menaces à nous intimider et à nous faire renoncer à ce moyen et cela ne lui a pas réussi. Il a cherché à combattre les sous-marins directement par l'armement des navires de commerce et cela ne lui a de nouveau pas réussi. Maintenant il cherche à en diminuer l'efficacité par une déclaration de guerre en règle. Cet essai aussi échouera. Les sous-marins continueront à torpiller et l'Angleterre sera contrainte à la paix. En trahissant le vrai but pour lequel il entre en guerre, M. Wilson nous fait serrer encore plus fortement dans la main l'arme des sous-marins. Avec elle nous battons l'Angleterre et l'Amérique par dessus.

Kölnische Zeitung, 4.IV.17. — Allemagne et Russie:

... Il est regrettable qu'à ce sujet quelques-uns se fourvoient, contribuant à faire naître l'impression que nous serions en train de présenter une nouvelle offre de paix aux ennemis. Il est faux d'attribuer cette signification à ce qui s'est passé ces derniers jours. Le gouvernement allemand a répété officiellement à plusieurs reprises qu'en principe nous sommes prêts à entrer en pourparlers pour une paix honorable et personne ne peut douter des conditions préalables que nous y mettons. La tournure que prennent les choses en Amérique ne saurait non plus rien y modifier.

Tägliche Rundschau, 4.IV.17. — Wilson sans masque.

Le journal remémore que Wilson a toujours été pour lui un ennemi de l'Allemagne depuis les premiers mois de la guerre et que celle-ci ne pouvait se terminer sans que le président prenne ouvertement parti pour l'Angleterre:

Sur la demande de l'Angleterre, à laquelle la détesse produite par les sous-marins donne sur les nerfs, Wilson a laissé tomber ce masque. Il ne doit plus être un simple ou inactif commanditaire de l'affaire, mais il doit figurer en nom dans la raison sociale pour relever le courage abattu des autres associés. Dès à présent Wilson reconnaît ouvertement où il veut en venir et quels sont ses sentiments

à notre égard. Il annonce la guerre avec l'Allemagne comme étant « le combat contre l'ennemi naturel de la liberté », fait retomber sur nous la responsabilité de la guerre, et cherche en même temps, comme dans sa note de février déjà, à enfoncer un coin entre le peuple et la monarchie en disant hypocritement qu'il ne veut pas chercher une querelle au peuple allemand, mais à ses dirigeants qui auraient décidé, provoqué et conduit la guerre dans l'intérêt de la dynastie et d'un petit groupe d'hommes ambitieux. Cette provocation qui est encore renforcée par une invite de s'inspirer des merveilleux et réconfortants événements de Russie pourrait faire pâlir de jalousie les Grey, Lloyd George et Briand, car il n'est pas possible de condenser facilement en aussi peu de mots autant de mensonges et de perfidie.

Puis envisageant les conséquences militaires de l'intervention américaine, la *Tägliche Rundschau* termine :

Comme puissance belligérante, l'Amérique ne peut guère nous faire plus de mal qu'elle ne l'a déjà fait comme neutre. Entre nous et l'Angleterre, la décision interviendra probablement avant que l'Amérique soit en état de combattre. Mais l'Amérique prendra part à la conférence de la paix comme puissance belligérante. Le but de Wilson est ainsi atteint pour le moment.

Norddeutsche Allgemeine Zeitung, 5.IV.17. — L'Empereur et la nouvelle orientation :

Wilson veut se présenter à notre peuple comme le porteur de la vraie liberté. Quelle âme de valet suppose-t-il au peuple allemand pour croire qu'il se laissera mesurer sa liberté du dehors ? Nous connaissons à satiété la liberté que nos ennemis nous destinent. Au nom de la liberté, l'Angleterre veut nous replonger dans l'ancienne impuissance. Au nom de la liberté, la France veut nous prendre des pays de sang allemand. Au nom de la liberté, leur allié le tsarisme a entraîné des vieillards, des femmes et des enfants allemands dans la captivité russe. Le peuple allemand est devenu perspicace dans la guerre. Il ne voit rien d'autre dans les mots de liberté de Wilson qu'une tentative de desserrer le solide lien entre peuple et princes en Allemagne, afin que nous devenions une proie plus facile pour nos ennemis.

Nous savons nous-mêmes qu'à côté de la consolidation de notre puissance et de notre liberté extérieures, il nous reste aussi d'importantes tâches à résoudre à l'intérieur. Les mots que l'empereur a prononcés au peuple et au Reichstag dans les jours mémorables d'août 1914 contenaient déjà un programme qui a de plus en plus pris corps. Les discours du chancelier l'ont toujours davantage exprimé. Dans la préoccupation de la guerre, l'empereur n'a jamais détourné son attention des questions de la nouvelle organisation intérieure. Si dernièrement des bonnes paroles de royaume socialiste ont été prononcées au Reichstag, c'est également un signe que la confiance existe entre le peuple et l'empereur. Ce n'est pas l'autocratie comme le croit Wilson, mais bien la royauté populaire des Hohenzollern que nous implantons fortement dans la terre allemande ; une voie commune y mène l'empereur et le peuple et c'est pour cela que notre force a cru dans la tempête.

Vossische Zeitung, 6.IV.17. — L'Empereur et la nouvelle orientation :

La volonté claire et nette de notre empereur de non seulement maintenir mais renforcer les liens qui unissent le prince au peuple, se manifeste ainsi. Rien dans ses mots ne respire cette crainte, — qui n'est seulement exprimée constamment que par les organes des prétendus soutiens du trône, — suivant laquelle la collaboration active du peuple allemand à la direction de sa destinée signifierait un affaiblissement de la couronne.

Le mot de « royaume populaire des Hohenzollern » prouve que l'empereur est, de son côté également, décidé à entrer dans la voie d'une nouvelle Prusse. Nous saluons très joyeusement cette déclaration venant après celles faites par le chancelier, il y a quelques jours, répondant à la demande de la gauche de mettre immédiatement à exécution les réformes nécessaires. Elle trouvera aussi bien dans la patrie que dans les tranchées un écho qui retentit clairement en ces sombres jours. C'est maintenant affaire au gouvernement de se plier aux exigences de l'heure. Le prince et le peuple ont exprimé nettement leur volonté à ce sujet et nous ne connaissons aucune puissance qui puisse s'interposer avec succès entre eux.

Vossische Zeitung, 8.IV.17. — La parole du Roi :

Tout cela ne saurait nous empêcher de faire valoir aussi vis-à-vis du roi notre droit de critique, que nous considérons comme un devoir. Le message nous renvoie, à vrai dire, à l'époque qui suivra la fin de la guerre ; mais il demande bien des propositions immédiates du ministère. Si la croyance du roi en la fin prochaine de cette guerre doit se justifier, ce délai ne joue aucun rôle. Suivant les circonstances, il n'aurait pas d'autre importance que de permettre au roi d'étudier les propositions. Mais, à raison même de la loyauté de ses intentions, notre roi peut facilement se méprendre sur les intentions de nos ennemis. Et, en définitive, le moment où nous pourrions à nouveau jouir des bénédictions de la paix dépend d'eux et non de nous. Le cas peut donc aisément se présenter que l'on doive consacrer encore un certain temps à la lutte.

Frankfurter Zeitung, 8.IV.17. — Un rescrit de l'Empereur. — Rénovation de la politique intérieure :

... Mais cette réforme du droit de vote prussien n'est qu'une partie essentielle de la grande transformation de politique intérieure dont le but et les efforts doivent tendre à l'introduction d'une ère nouvelle amenant la réalisation « par les bons moyens et au bon moment » de la transformation complète de toute la vie intérieure politique, économique et sociale ; c'est pour elle qu'il s'agit de trouver les nouvelles formes qui amèneront le libre épanouissement de toutes les forces et qui procureront aussi vraiment libre carrière aux capables.

Berliner Tagblatt, 8.IV.17. — Commentaire du rescrit impérial :

La réforme du droit de vote en Prusse n'est, après tout, qu'une des tâches qui sont à résoudre. Le Reichstag a nommé une commission législative qui doit s'occuper d'un problème tout aussi important. A côté de la transformation de la Prusse, la rénovation des formes qui régissent l'Empire allemand se fait sentir journellement comme une nécessité de plus en plus pressante. Le chemin conduit clairement à un gouvernement et à une responsabilité partagés avec la représentation populaire, méthode de gouvernement qui est connue depuis longtemps dans tous les autres pays cultivés et que l'Allemagne seule ne connaît pas encore aujourd'hui.

On est dans l'erreur en croyant pouvoir renoncer à un régime parlementaire qui fasse dépendre en même temps le gouvernement de la confiance de la couronne et du peuple, seule méthode qui crée un contrôle effectif. On est dans l'erreur en croyant qu'une bonne politique étrangère soit encore possible à un pays qui se distingue du reste du monde par son organisation d'Etat et qui laisse subsister entre les autres peuples et lui une atmosphère d'incompréhension. On est dans l'erreur en répétant encore une fois, et en premier lieu, qu'on voit dans une rénovation semblable un affaiblissement du sentiment monarchique.

Tägliche Rundschau, 8.IV.17. — Le rescrit de l'Empereur sur la réforme électorale :

Pour aujourd'hui, chacun suivant ses convictions politiques, peut saluer joyeusement le rescrit de l'empereur ou s'en contenter avec plus ou moins de pensées sombres. Le principal est que, jusqu'à la fin de la guerre, le combat électoral disparaît dans la forme exaspérée qu'il a montré jusqu'ici, et que le front intérieur est rétabli dans toute sa

solide continuité; c'est ce dont nous avons aujourd'hui plus besoin que jamais dans cette époque de notre plus dur combat. Mais pour cela il faut également que la gauche et la démocratie sociale se déclarent satisfaites de ce qui a été obtenu et qu'elles ne remettent pas toute la discussion en question par de nouvelles exigences sur la répartition des secteurs électoraux à la Chambre des députés et au Reichstag.

ITALIE

L'Iniziativa, 31.III.17. — La révolution russe et les ouvriers :

La part directe et prépondérante prise par les masses ouvrières dans la révolution russe est remarquable.

Ces ouvriers sont en grande partie socialistes et dirigés par des chefs socialistes. Ils ont, toutefois, compris que leur sort dépendait de la « forme » que le gouvernement adopterait en Russie et au lieu de s'abandonner à des revendications économiques et à un pacifisme qui, pour être « de classe », n'en serait pas moins énormément stupide, ils ont décidé d'accepter « la continuation de la guerre jusqu'à la victoire » et ont proclamé la nécessité de donner à la Russie une institution républicaine.

Nos socialistes « boches » s'attendaient certainement à une toute autre attitude des ouvriers russes.

Sous ce rapport, la révolution russe est une bonne leçon infligée au « socialneutralisme » de notre pays.

Corriere della Sera, 1.IV.17. — Au ban de l'humanité :

Le président Wilson dit dans son message que nous combattons « pour la paix ». Cette vérité est le nouveau caractère de la lutte. Nous faisons la guerre à la guerre, nous marchons à la conquête des justes revendications du droit des nationalités; nous aspirons à la conquête de la paix.

Il Secolo, 2.IV.17 :

... Il est probable que dans la prochaine tentative pour la paix, ce soit l'Autriche qui représente le rôle principal. C'est évidemment la crainte de l'Amérique qui les fait agir.

La Tribuna, 2.IV.17. — Athènes sous le régime du blocus :

Depuis le 8 décembre, l'ancienne Grèce se trouve sous le régime déprimant du blocus, que les Grecs voient se prolonger indéfiniment.

Au lieu de cette masse noirâtre, composée de fèves, de pois et d'un léger pourcentage de farine d'orge d'infime qualité, que les animaux même refusaient, les Athéniens mangent depuis trois jours un pain qui, sans être parfait, peut être toléré par leur estomac. La ration journalière n'est encore que de 150 grammes pour les ouvriers et 75 grammes pour les autres classes. L'on vit sans potage depuis deux mois et sans riz ni légumes depuis un mois. Le peuple souffre énormément, il se nourrit de fruits, surtout de caroubes qui ne coûtent que 60 centimes le kilo, en temps ordinaire 10 centimes.

Les Italiens partagent avec les Athéniens les souffrances de cette situation. La colonie italienne a prié le gouvernement de lui envoyer mensuellement des vivres, farine et pâtes alimentaires surtout; en payant, bien entendu. Mais le gouvernement ne pouvant subvenir aux demandes de toutes les colonies italiennes en Grèce et ne voulant pas faire une exception en faveur d'Athènes, la colonie va prendre des mesures afin de pourvoir elle-même aux plus urgents besoins de nos concitoyens.

Il Secolo, 3.IV.17. — Nouvelles propositions de paix ?

De nouveaux bruits de paix nous viennent des pays ennemis. Cette deuxième initiative partira cette fois, paraît-il, de l'Autriche; il est donc opportun de nous en préoccuper en Italie.

L'Allemagne étant désormais discréditée aux yeux du monde, il est, par conséquent, utile de faire parler l'Autriche qui est moins impopulaire.

Les Autrichiens se fâtent de pouvoir ne figurer qu'au second rang dans les violations du droit des gens, et espèrent que l'opinion publique voudra bien les considérer comme de malheureux serviteurs de leurs alliés. Du reste, depuis que le nouvel empereur est monté sur le trône, l'Autriche a évité les plus apparentes violations du droit.

... Aucune habileté diplomatique ne pourra faire oublier, nous ne disons pas aux Italiens, mais aux démocraties alliées, que si la guerre doit laisser intact le peuple allemand, quand il sera devenu l'arbitre de sa destinée, et qu'il aura été pourchassé jusque dans ses confins, elle doit aussi comporter la dissolution d'un Etat comme la monarchie danubienne, dont l'existence est la négation même des principes pour lesquels luttent les peuples de l'Entente: nationalité et liberté.

La Stampa, 4.IV.17. — Une journée historique :

Les difficultés créées en Amérique pour de nouveaux prêts aux puissances de l'Entente sont écartées automatiquement, par la participation à la guerre des Etats-Unis qui se rangent auprès des Alliés. Nous pouvons maintenant en causer librement et citer le passage suivant d'une circulaire de la « Federal Reserve Board » de Washington, du 28 novembre 1916, adressée aux directeurs des banques nord-américaines, les invitant « à n'accepter qu'avec la plus grande prudence des obligations des Etats belligérants ». L'invitation signalait particulièrement aux financiers nord-américains le danger d'immobiliser des capitaux importants en prêts à longue échéance et en obligations aux gouvernements étrangers, qui paraissent à brève échéance, mais par la force des contrats et des circonstances peuvent être renouvelés, jusqu'au retour des conditions normales.

Nous n'allons pas jusqu'à croire que les banquiers américains accorderont des prêts sans fin à l'Entente; mais nous sommes certains que les difficultés que la longue durée de la guerre soulevaient seront surmontées plus aisément.

Quant aux avantages que l'Entente peut retirer de la participation des Etats-Unis à la guerre, l'aide de la marine américaine sera très efficace pour la surveillance des mers contre les sous-marins. Mais il ne faut pas que le public se fasse trop d'illusions. Le concours des Etats-Unis est précieux, mais il ne peut être décisif ni accélérer la conclusion de la paix d'une façon bien sensible.

Nous sommes reconnaissants envers le peuple américain de la grande force morale qu'il nous donne, mais nous n'oublions pas que le 90 % de cette gigantesque entreprise pèse aujourd'hui, comme hier, sur les épaules des Alliés.

Il Secolo, 5. IV.17. — Le message de Wilson et la presse anglaise :

Les critiques anglais commentent le passage qui se rapporte à l'Autriche « avec laquelle l'Amérique n'est pas appelée à entrer en guerre », a dit Wilson. Pourquoi cette bienveillance envers un empire non moins autocrate et peut-être plus réactionnaire que l'Allemagne même; qui a déjà ourdi des intrigues sur le sol américain, à tel point que son ambassadeur dut être rappelé, il y a quelques mois, et qui n'est pas moins cruel que son allié, dans la guerre sous-marine et terrestre?

On ne réussit pas à comprendre la différence établie entre l'Autriche et l'Allemagne, bien que les tendresses de certaines nations qui n'ont jamais eu de contact direct avec l'empire des Habsburg, soient bien connues.

Corriere della Sera, 5.IV.17. — Pour la délivrance du monde :

« Le jour, où l'Amérique peut donner son propre sang pour les principes qui la firent naître, est arrivé. » En terminant son message par ces paroles lumineuses, le président Wilson a donné un nouveau relief historique au caractère de libération qui distingue la guerre de l'Entente contre les empires centraux, et le Congrès les a accueillis avec enthousiasme.

« Chez nous, le droit est plus précieux que la paix », a dit Wilson. Il en est de même pour nous autres Italiens; il en fut de même pour les Belges, et il en sera de même dans l'union des pays libres qui se forme en pleine guerre sur les ruines du vieux continent. Pour que cette union devienne toujours plus étroite, laissons agir la grossièreté de nos ennemis.

Avanti, 5.IV.17. — Les aspirations de l'Oncle Sam :

Les trompettes de la rhétorique sonnent en chœur. Les journaux démocratiques de l'Entente reprennent sur un ton plus élevé leur refrain préféré. La Justice et le Droit ont un nouvel allié. Le message de Wilson au Congrès américain est le meilleur témoignage que l'Europe occidentale pouvait espérer, afin d'établir la bonté idéale de la guerre. Wilson est un nouveau saint Georges qui s'élève contre le démon de la barbarie...

Tous les marchands qui dans ce monstrueux conflit escomptent le triomphe de leurs aspirations mercantiles et qui ont vu que leur participation financière était une excellente affaire, condamnant avec mépris notre mesquin matérialisme et célèbrent la splendide revanche de l'Idéal.

Nous nous refusons à donner à ces forces un caractère idéal, qu'elles ne possèdent pas et que la spéculation nationaliste de tel ou tel belligérant peut leur attribuer. Wilson ne représente pas pour nous un esprit de liberté, mais une nouvelle force bourgeoise mercantile qui entre en jeu avec les forces bourgeoises impérialistes européennes, non pour défendre l'Entente plutôt que les empires centraux, mais pour garantir au capitalisme américain la partie de butin que son intervention pacifiste n'avait pu lui assurer...

La guerre ne résoud pas la situation, elle la modifie seulement. Toute nouvelle intervention, tout fait nouveau n'est pas un épisode décisif. La solution de la guerre est dans l'épuisement de tous les belligérants. Le dernier qui entre en lutte est le moins éprouvé, ce sera celui qui pourra parler haut dans le Congrès de la paix bourgeoise. Voilà l'idéal des Etats-Unis! Monroe proclamait le droit de l'Amérique d'agir d'elle-même. Wilson proclame le droit pour une Amérique, plus industrielle et plus développée, de mettre la patte dans les affaires européennes. Les rôles sont intervertis. Les impérialistes européens de toutes les écoles, de tous les pays, peuvent être satisfaits. L'oncle Sam débattrait aussi de Constantinople turque ou russe, tout comme il parlera des détroits et des mers:

L'Idée nationale, 5.IV.17. — L'effondrement d'une hégémonie :

Le message du président Wilson a surtout une importance historique, qui marque que nous entrons dans la phase décisive du gigantesque conflit; non par les considérations matérielles de la participation d'un nouveau belligérant, mais parce que ce belligérant, les Etats-Unis, représentait jusqu'à ce jour une civilisation qui croyait nécessaire de demeurer en dehors du conflit en vertu de ses principes.

Aujourd'hui les Etats-Unis se soumettent avec ardeur à la loi de la guerre, qui est la loi de la vie et de l'honneur, parce qu'eux aussi, malgré leur amour de la tranquillité et de la vie aisée, ne veulent pas se soumettre à la provocante hégémonie allemande.

La Tribuna, 5.IV.17. — Le verdict de l'histoire :

Pendant longtemps, aux yeux américains de Wilson, la vision de la réalité n'apparaissait pas bien nette, mais la morgue allemande s'est chargée de la mission d'éclaircir les choses. C'est une nouvelle reconnaissance que nous devons à ce vieux Dieu qui en répandant ses dons sur ses créatures allemandes, leur a refusé celui de l'opportunité, du bon sens et de la mesure.

La terrible lutte européenne s'est développée de façon à ne pas rendre absolument indispensable l'aide du matériel américain, pour obtenir le succès de la sainte cause de la liberté. Cette aide nous l'aurons quand même et ce sera mieux encore; mais nous devons surtout relever le fait que cette intervention exerce un effet d'un caractère plutôt moral, par la manière dont et le moment où elle s'est produite.

La Stampa, 5.IV.17. — Sur l'intervention américaine :

Les commentaires de l'« Osservatore romano », organe officiel du Vatican, publiés sur l'intervention des Etats-Unis ont été, en partie, supprimés par la censure. Nous citons le passage suivant: « L'homme qui, en décembre dernier, s'érigeait en messager de paix, proclame aujourd'hui une plus vaste guerre; il amène le Nouveau Monde à partager l'horreur de la plus grande boucherie humaine que l'Europe ait connue. Avec son changement d'attitude changent aussi les opinions sur le président des Etats-Unis. Il n'est pas possible, maintenant de juger les événements qui se préparent, il faut s'efforcer de distinguer quelque lumière dans l'avenir nébuleux. Nous ne voulons pas faire de prévisions sur la solution du conflit. Trop de forces, trop d'intérêts sont en jeu, pour qu'une nouvelle force et un nouvel intérêt puissent le résoudre et il se pourrait même que le changement de régime en Russie et la déclaration de guerre de l'Amérique influent en sens inverse sur le résultat final. L'empreinte de faits nouveaux existe, dès à présent. Il faut la chercher dans autre chose. » (Censure.)

L'Idée nationale, 6.IV.17. — La part de l'Italie aux prêts des Etats-Unis :

On se demande dans quelle mesure l'Italie pourra concourir aux sommes que la Confédération américaine prêtera aux Alliés, dans leur immédiate et première collaboration à la guerre... (Censure.)

Nous avons fait des acquisitions colossales qui ont apporté d'importants bénéfices aux producteurs et commerçants américains et la somme que les Etats-Unis ont prêtée à l'Italie, savoir 125 millions de francs, est vraiment dérisoire. Nous savons que la Confédération américaine a prêté, en 1916 seulement, au moins 3 milliards 1/2 de francs à la Grande-Bretagne, un milliard à la France, à peu près un demi-milliard à la Russie et que, depuis le

début de la guerre, elle a placé quatorze milliards de francs en prêts aux différents Etats belligérants et neutres.

Vu les précédents, vu les plus que modestes crédits demandés et obtenus jusqu'à ce jour au-delà de l'Atlantique et considérant les Etats-Unis comme nos principaux fournisseurs dont nous avons été et sommes des meilleurs clients, il est évident que concourir aux prêts... (Censure) ... déjà annoncés représente, de la part de l'Italie, un minimum de prétentions.

La Stampa, 6.IV.17. — Le Vatican et le message de Wilson :

La répercussion du message du président Wilson a été très accentuée au Vatican. On a l'impression, malgré la réserve que l'on y observe, que ce message diffère de

l'opinion du Siège apostolique, dont les vues se portent vers une action imminente en faveur de la paix. Pour des raisons supérieures de principes, le Vatican doit certes se méfier de toute nouvelle déclaration de guerre et une quelconque extension du conflit ne peut être envisagée qu'avec douleur par le Saint-Siège. Mais dans quelques milieux catholiques on observe que le message de Wilson et son but sont si moralement élevés que sa participation au conflit pourrait abrégé ce dernier.

On constate dans les cercles catholiques romains que les trois éléments sur lesquels le Vatican comptait pour son action pacifiste sont renversés, savoir: la Russie, l'Amérique, et l'Espagne (cette dernière paraît devoir suivre le mouvement). Par conséquent, toute la toile tissée par le Vatican est à refaire.

ÂUTRICHE

Neues Wiener Journal, 1.IV.17. — La question de la paix et les puissances centrales :

Si l'on se base sur des situations politiques et militaires loyales, il est impossible que le plan de conférence tel qu'il est formulé par le comte Czernin soit refusé, cela ne pourrait être que pour des motifs que l'on ne peut avouer publiquement. Si la dictature londonienne de l'Entente rejette cette invite, cela ne peut provenir que de la peur qu'au tapis vert ne ressorte dans toute son acuité le contraste existant depuis longtemps entre le fanatisme britannique pour la guerre et les exigences de l'Angleterre déjà dégrisée.

Reichspost, 2.IV.17. — Les « garanties » de l'Autriche-Hongrie :

Les déclarations de notre ministre des affaires étrangères ont été bien accueillies dans le monde des neutres, même dans celui qui penche du côté de l'Entente, on leur reconnaît le calme sans passion et ne blessant personne et les gens sensés paraissent aussi comprendre que la modestie qu'ils lisent dans ces paroles ne résulte pas de la peur, mais au contraire qu'elle peut se manifester ainsi parce que la force des puissances centrales doit être aujourd'hui si évidente pour l'adversaire que n'importe quelle affirmation contraire serait de mauvais goût. Le comte Czernin n'avait aucun motif de cacher les désirs de paix de l'Autriche-Hongrie; nous autres Autrichiens n'avons pas un talent de comédiens suffisant pour encore dissimuler dans la troisième année de cette guerre épouvantable des sentiments et des désirs que tout être civilisé doit éprouver après ces hécatombes de sacrifices de vies et de biens. Il est vrai que nous n'avons pas la moindre raison de cacher ces sentiments parce que aussitôt que nous aurons réduit à néant l'attaque dirigée contre notre existence et montré au monde qu'il doit compter avec une alliance invincible des puissances centrales, nous n'aurons plus à craindre de désillusions de cette guerre...

... Et c'est parce que l'Autriche-Hongrie de par sa position en Europe ne peut être atteinte dans ses droits vitaux sans qu'il en résulte les complications les plus lourdes de conséquences pour le continent entier et au-delà, c'est pour cela que ces « garanties » sont d'un intérêt général pour la paix et une garantie générale pour la paix. Et il faudra que tous ceux qui désirent la paix pour l'Europe les approuvent.

De quelle nature sont ces garanties? Il y a dans la vie juridique civile différentes garanties, différents accords, des garanties et des gages personnels, des cautions. Il y a sûrement dans la vie de l'Etat différentes formes de garanties qui toutes peuvent servir au même but.

Pour terminer, le journal croit que ce serait une faute de faire connaître dès maintenant ces

garanties et cela ne pourrait prêter qu'à de fausses interprétations et créer des malentendus. Les neutres ne doivent pas oublier non plus que dernièrement encore les hommes d'états de l'Entente avaient indiqué la dislocation de l'Autriche-Hongrie comme étant l'un de leurs buts de guerre.

Neue Freie Presse, 5.IV.17. — L'Amérique et la monarchie :

Le message est tout aussi à double sens contre la monarchie que tout ce que le président actuel a dit et fait jusqu'à présent. La guerre qu'il veut faire à l'Allemagne touche tous les alliés. Les Etats-Unis menacent d'une agression cent soixante millions d'hommes et aucune des puissances centrales ne se considère comme exceptée. Le message est pour tous un outrage et a une inévitable répercussion de laquelle le président ne saurait que difficilement douter.

Reichspost, 5.IV.17. — Les nouveaux appels de la sirène russe aux Polonais :

Avant tout on a l'impression que les promesses polonaises de la Russie démocratique ne sont pas plus sûres que ne l'ont été les promesses du tsarisme. En outre, la Douma, dont le bureau gouverné la « nouvelle » Russie, a justement renforcé les tendances de russification du tsar en Pologne. Lorsque Stolypine a voulu donner aux Polonais des administrations municipales autonomes, la Douma y ajouta que le russe serait la langue officielle en Pologne. Le nationalisme des Milioukoff et consorts est sûrement encore plus russe que ne l'était celui du tsar. Que sont finalement pour les Polonais des promesses, qu'à supposer qu'il le veuille, Milioukoff ne pourrait pas tenir?

Le manifeste engage à vrai dire les Polonais à secourir la Russie contre les puissances centrales; la Russie a donc elle-même besoin d'aide, comment pourrait-elle alors secourir les Polonais dans leurs désirs, puisque elle-même leur demande assistance? Les puissances centrales, par contre, ont véritablement affranchi la Pologne, en ont fait un Etat indépendant et sont décidées à le maintenir comme tel et à le protéger contre toute agression.

Reichspost, 6.IV.17. — L'état de guerre entre l'Allemagne et l'Amérique :

En réalité les Etats-Unis ne font front actuellement que contre l'Allemagne et dans son message au Congrès, Wilson a déclaré vouloir renvoyer les déclarations concernant

les relations avec Vienne parce que « l'Autriche-Hongrie n'est pas comprise dans la guerre maritime contre les citoyens américains ». Mais nous renouons au délai que M. Wilson veut nous accorder jusqu'à la prochaine rencontre entre un de nos sous-marins et un navire américain, et qui n'a d'autre signification que celle d'être un moyen détourné pour faire apparaître comme une défense justifiée l'attaque de l'Amérique contre l'Allemagne. De même qu'il n'était pas dans nos intentions ni dans celles de l'Allemagne de nous créer à la légère un nouvel ennemi, il coule naturellement de source que celui qui se met comme partenaire aux côtés de l'Angleterre, de la Russie, de la France et de l'Italie devient notre adversaire même sans autre déclaration complémentaire.

Reichspost, 7.IV.17. — La dernière décision est prise:

Maintenant le manteau de savant du président Wilson est tombé et il se montre sous la vraie forme. Cet homme n'a jamais été un philanthrope et tout ce qu'il a raconté au

monde avec le geste d'un savant détaché de la terre n'était que pantomime pour pouvoir se rapprocher du plan établi dès le commencement. Si les appréciations de Wilson sur la cause du conflit mondial étaient telles qu'il les a exposées dernièrement par son message au Sénat, cette altération mal intentionnée des faits historiques ne pouvait le conduire à rien d'autre qu'à la guerre.

Neues Wiener Journal, 7.IV.17. — Le danger agrarien en Russie:

Il résulte toujours plus clairement des nouvelles contradictoires venant ces derniers jours de Russie que des troubles agrariens sont imminents, sinon déjà en cours. Ces bruits reposent certainement sur de sérieuses probabilités. Une fois éclatés, les troubles agrariens ne seront pas faciles à endiguer et il n'est pas nécessaire de faire ressortir quel danger incalculable ils font courir au développement pacifique du pays puisque les paysans représentent environ le 80 % de la population totale de la Russie.

RUSSIE

Rietch, 18.III.17. — Le vieux pouvoir est tombé. — Vive la liberté du peuple!

Il faut dire pourtant que notre révolution, parmi les précédentes, se distingue par son harmonie et sa résolution.

Encore le 8 mars le gouvernement armé de pied en cap s'oppose catégoriquement, avec audace, contre le mouvement populaire; le 15 mars, le tsar a signé son abdication et le grand-duc Michel, auquel Nicolas a remis le soin du gouvernement, déclare que c'est seulement l'Assemblée constituante, élue par le suffrage universel, égal, direct et secret, qui peut décider de la forme du gouvernement.

Le mouvement populaire doit, sans doute, ces brillants résultats à la faiblesse de l'ancien régime, qui n'a rien appris et tout oublié. Mais avant tout le succès stupéfiant a été réalisé grâce au profit tiré par le peuple des leçons du passé; pendant ces jours critiques se manifestait cette haute unanimité et le sacrifice illimité de soi-même, qui prouvent l'existence d'une nation dans le véritable sens de ce mot.

Tout le monde s'est réuni autour de la Douma; c'est là que par colonnes régulières se pressaient les troupes, passées du côté du peuple, c'est encore là que se réunit le Conseil de délégués ouvriers et c'est là qu'est sorti le gouvernement provisoire, dont le programme a rencontré la grande sympathie universelle.

Les conditions de tout succès — union et organisation — ont opéré la huitième merveille du monde, et c'est comme telle que notre révolution sera toujours considérée dans l'histoire.

Il ne faut pas oublier que la brillante victoire n'est pas encore consolidée, qu'il est nécessaire de se fortifier contre toutes les tentatives du vieux pouvoir, qu'il fera sans doute sitôt qu'il sentira le moment favorable; il ne faut pas oublier non plus que ceux qui hier dirigeaient les destinées du grand pays l'on amené à une pleine ruine et qu'une dépense d'une énergie énorme est nécessaire pour rétablir la vie normale. Surtout il ne faut pas oublier que nous sommes en guerre, que l'ennemi se trouve sur notre territoire et tend avidement à profiter de notre faiblesse momentanée.

Birjevia Viedomosti, 18.III.17. — La Russie libre:

Les événements ont brûlé à une vitesse vertigineuse des étapes séculaires nous amenant en quelques jours de l'absolutisme du tsar, par dessus le programme des réformes politiques, vers l'Assemblée constituante. Entre les extrêmes se placent l'abdication de Nicolas II et le refus de

Michel Alexandrovitch d'accepter le pouvoir avant que ne soit établi le suffrage universel.

Le bien acheté par le sang révolutionnaire de la Russie libre — bien inestimable — doit être conservé coûte que coûte.

Existe-t-il un sacrifice auquel le pays aurait pu se refuser pour le conserver, consolider et consacrer? Le pays peut-il ne pas jurer que le gain obtenu au prix d'immenses efforts de lutte avec le despotisme durant des siècles ne sera pas conservé par lui? Non, il ne le peut pas! Il doit prêter serment de fidélité à l'œuvre, qui a pris naissance dans les souffrances de la révolution. C'est notre devoir sacré; le retour vers le passé, vers « l'okhrana » (bureau de sûreté) qui plongeait en prison toute la Russie, ne peut et ne doit plus exister.

Le gouvernement provisoire ne doit pas oublier un seul instant que la réaction ne s'endort pas, que si elle n'a commencé hier, elle commencera demain son travail criminel.

« Soyez sur vos gardes! » — voilà le mot d'ordre pour le nouveau gouvernement.

Le Conseil des délégués ouvriers et militaires, qui attend son historiographe, a déjà prouvé sa force dans la lutte et justifié ses droits. Le Comité provisoire, plus tard le Gouvernement provisoire, a et devait marcher à l'unisson avec lui.

Rietch, 18.III.17. — La révolution populaire. (Prince E. Troubetzkoy):

Un lourd fardeau est tombé des épaules; nous ne nous sommes pas seulement libérés, nous nous sommes purifiés, nous nous sommes lavés de la boue qui souillait la Russie.

Aux jours de la grande guerre pour la libération des peuples nous étions des esclaves; nous ne savions pas qui servaient ceux qui nous gouvernaient: la Russie ou l'Allemagne.

Nous sommes devenus la risée des autres peuples; les Allemands nous désignant du doigt disaient à nos alliés: est-il possible que vous vouliez défendre des « esclaves » et la barbarie russe? Est-il possible que vous — les « libérateurs » — vous combattiez pour l'asservissement de la Pologne, de la Lithuanie et de la Courlande?

Se moquant de nous, nos ennemis proposaient cyniquement la paix à nos alliés aus dépens de la Russie.

La honte nationale est enfin lavée; il n'y a plus que la Grande Russie qui vient de commettre un acte sans précédent dans l'histoire. Cette révolution est unique ou presque unique dans son genre. On a vu des révolutions bourgeoises, des révolutions prolétaires; mais pas de révolution nationale, dans la plus large signification de ce mot.

Tout le monde a pris part à cette révolution: le prolétariat, l'armée, la bourgeoisie et même la noblesse, en général toutes les forces vives du pays.

Une bande de scélérats, qui gouvernait malgré et contre la Russie, s'était attirée la haine de tout le pays et l'ancien pouvoir est tombé comme un fruit mûr.

Birjevia Viedomosti, 18.III.17. — Proclamation du Conseil des délégués ouvriers, du 13 mars:

L'ancien pouvoir a mené le pays dans un chaos et le peuple à la famine. Il n'est plus possible de souffrir. La population de Pétrograde étant sortie pour manifester son mécontentement, fut reçue par des salves; au lieu de pain le gouvernement du tsar a donné du plomb au peuple; mais les soldats n'ont pas voulu marcher contre le peuple et se sont révoltés. Ils se sont emparés avec le peuple des armes, des dépôts militaires et d'une série d'institutions gouvernementales.

La lutte continue encore; elle doit être menée jusqu'au bout; l'ancien pouvoir doit être définitivement jeté bas et céder place à la représentation populaire; voilà le salut de la Russie; le peuple doit créer lui-même sa propre forte organisation afin que la lutte se termine en faveur de la démocratie.

Hier, le 12 mars, s'est créé dans la capitale le Conseil des délégués ouvriers composé de délégués élus par les usines et fabriques, les troupes révoltées, ainsi que les partis et groupes démocratiques et socialistes.

Le Comité des délégués ouvriers, siégeant à la Douma, se pose comme problème fondamental l'organisation des forces populaires et la lutte pour l'affermissement définitif de la liberté politique et de la forme populaire du gouvernement.

Le Conseil a nommé des commissaires d'arrondissements pour l'institution du pouvoir populaire dans les arrondissements de Pétrograde.

Nous invitons toute la population de la capitale à se joindre au Conseil afin de créer des comités locaux dans ces arrondissements et de prendre en mains la direction de toutes les affaires locales.

Toutes forces nécessaires réunies, nous lutterons pour l'écarterment complet de l'ancien gouvernement et la convocation de l'Assemblée constituante élue à la base du suffrage universel, égal, direct et secret.

Rietsch, 18.III.17:

Le Conseil des délégués ouvriers et militaires édite depuis son existence son journal: «Les Nouvelles des Délégués ouvriers et militaires», qui paraît tous les jours.

M. Kerensky, ministre de la Justice, est en même temps vice-président du Conseil, ainsi que le membre de la Douma Skobeleff. Le président est Tchkeïdzé, membre de la Douma.

Birjevia Viedomosti, 18.III.17. — Ordonnance du gouvernement provisoire au Sénat dirigeant:

1. Constituer une commission spéciale d'enquête pour examiner les actions illégales commises dans les procès politiques par les sénateurs du département pénal-cassationnel;

2. Constituer une suprême commission d'enquête pour examiner les actions illégales commises par les anciens ministres et autres fonctionnaires supérieurs dans l'exercice de leurs fonctions;

3. Supprimer les tribunaux exceptionnels.

Quelques détails sur l'arrestation de Soukhomlinoff:

Le 14 mars, à 10 heures 30 du soir, l'ancien ministre de

la guerre Soukhomlinoff était amené au Palais de Tauride, escorté par un officier et deux matelots.

La nouvelle de l'arrivée de l'ancien ministre dans la chambre du vice-président de la Douma se répand dans le Palais comme une traînée de poudre; des cris de soldats s'élevèrent: «Livre-nous Soukhomlinoff!»

A grande peine les membres de la Douma ont réussi à calmer les soldats excités, mais ces derniers ont demandé catégoriquement que les épaulettes soient enlevées à Soukhomlinoff; l'ex-ministre de la guerre s'est immédiatement soumis; les épaulettes ont été coupées de son uniforme et montrées aux soldats; ceux-ci ont élu un délégué spécial qui, introduit dans la chambre de Soukhomlinoff, a pris possession des épaulettes de ce dernier. Quand les soldats se sont un peu tranquillisés, il fut décidé de faire sortir Soukhomlinoff; on a apporté son pardessus de général duquel il fallut aussi enlever les épaulettes; l'ex-ministre désira le faire personnellement et coupa lentement les épaulettes avec son canif; quelqu'un offrit d'enlever également à Soukhomlinoff la croix de St-Georges. «Qu'elle reste; on l'enlèvera par jugement», dit le matelot de l'escorte; tout est fini et on fait sortir Soukhomlinoff vers le pavillon ministériel. Les membres de la Douma marchent par précaution devant le détenu; les soldats font la chaîne, retenant leurs camarades plus excités.

Birjevia Viedomosti, 18.III.17:

Le 17 mars a eu lieu l'enterrement de trois soldats tombés pour la révolution. Devant la procession on portait les drapeaux rouges avec les inscriptions suivantes: «Vive le peuple et l'armée!», «Reconnaissance éternelle aux lutteurs tombés pour la liberté!», «Vive la république démocratique et le socialisme!»

Birjevia Viedomosti, 20.III.17. — Manifeste du gouvernement provisoire, publié le 19 mars:

Citoyens de l'Etat russe,

Une grande œuvre est réalisée. Par l'élan puissant du peuple russe le vieux régime est culbuté. La nouvelle Russie libre est née. Ce coup d'Etat parachève des longues années de lutte.

L'acte du 17 octobre 1905, sous la pression des forces nationales réveillées, promettait des libertés constitutionnelles à la Russie; elles ne furent pas réalisées. La première Douma, messagère des vœux de la nation, fut dissoute. La deuxième Douma eut le même sort, et le gouvernement, impuissant à écraser la volonté nationale, décida par l'acte du 3 juin 1907 de supprimer au peuple une partie des droits législatifs à lui promis.

Pendant dix longues années, le gouvernement reprit successivement au peuple tous les droits qu'il avait conquis. Le pays fut de nouveau plongé dans l'arbitraire. Toutes les tentatives pour faire entendre raison au pouvoir furent vaines et la grande lutte mondiale où notre patrie fut entraînée trouva celle-ci en face de la décadence morale d'un pouvoir non uni avec le peuple, d'un pouvoir indifférent aux destinées de la patrie, embourbé dans l'infamie et le vice. Les efforts de l'héroïque armée, qui succombait sous le poids d'une cruelle désorganisation intérieure, les appels de la représentation nationale, qui s'unifiaient devant le danger national furent impuissants à diriger l'ancien empereur et son gouvernement dans la voie de l'union avec le peuple.

Aussi, quand la Russie fut, par les actes illégaux et funestes de ses souverains, mise en présence des plus grands désastres, le peuple dut saisir lui-même le pouvoir. L'unanime élan révolutionnaire du peuple, conscient de toute la gravité du moment, et la ferme volonté de la Douma créèrent un gouvernement provisoire qui considère que son devoir sacré est de réaliser les vœux nationaux et de conduire le pays dans la voie lumineuse de la libre organisation civile.

Le gouvernement croit que l'esprit de haut patriotisme que le peuple a manifesté dans la lutte contre le vieux régime animera aussi nos vaillants soldats sur les champs de bataille. De son côté, le gouvernement fera son possible pour assurer à l'armée tout ce qui est nécessaire pour mener la guerre à une fin victorieuse. Le gouvernement observera fidèlement toutes les alliances qui nous lient aux autres puissances, tous les accords passés. Tout en prenant les mesures indispensables pour la défense du pays contre l'ennemi extérieur, le gouvernement considérera comme son premier devoir d'accorder au peuple toute facilité pour exprimer sa volonté en ce qui concerne le régime politique; il convoquera le plus prochainement possible une Assemblée constituante sur la base du suffrage universel, direct, égal et secret, tout en assurant aux vaillants défenseurs de la patrie leur part dans les élections parlementaires. L'Assemblée constituante publiera aussi des lois fondamentales assurant au pays des droits immuables à l'égalité et à la liberté.

Conscient de tout le poids de l'oppression politique qui pèse sur le pays et qui entrave les libres forces créatrices du peuple en une année de pénibles épreuves populaires, le gouvernement provisoire juge nécessaire encore, avant la convocation de l'Assemblée constituante, de donner immédiatement au pays les fermes principes assurant la liberté et l'égalité politiques pour permettre à tous les citoyens de librement faire valoir leurs forces intellectuelles dans un travail créateur pour le bien du pays.

Le gouvernement aura aussi soin d'élaborer des principes assurant à tous les citoyens, sur la base du suffrage universel, la participation aux élections communales.

Au moment de l'émancipation nationale, tout le pays a rappelé avec une pieuse reconnaissance ceux qui, dans la lutte pour leurs idées politiques et religieuses, sont tombés victimes de la vengeance du vieux pouvoir et le gouvernement provisoire fera rentrer avec joie de l'exil et sortir des prisons tous ceux qui souffrent pour le bien du pays.

En donnant une solution à ces problèmes, le gouvernement provisoire croit qu'il exécutera la volonté nationale et que tout le peuple le soutiendra dans ses efforts pour assurer le bonheur de la Russie. Le gouvernement provisoire puise le courage dans cette croyance. Il ne voit le gage du triomphe du nouvel ordre de choses que dans la collaboration bien concertée de toute la nation.

Assemblée du comité des organisations sociales:

Le 17 mars a eu lieu à Moscou l'assemblée du Comité des organisations sociales et du Conseil des délégués ouvriers. A l'assemblée du Comité des organisations sociales a été discuté entre autres la question de la forme de gouvernement. Presque unanimement a été choisie la république démocratique.

Birjevia Viedomosti, 20.III.17. — Appel du Comité exécutif du Conseil des délégués ouvriers et militaires:

Camarades soldats,

La vieille Russie n'existe plus. Il y a la nouvelle Russie libre, révolutionnaire; mais le vieux pouvoir n'est pas encore mort. Il n'est prisonnier seulement que dans sa plus petite et insignifiante partie. L'œuvre de la création du nouveau pouvoir n'est pas encore terminée. On peut même dire que devant nous se trouve la plus difficile partie du problème: conserver et fortifier la liberté conquise.

Camarades! N'oublions pas un seul instant ce problème. Gardons et fortifions ce que nous avons conquis. Nous n'avons pu renverser le vieux pouvoir monarchique que parce que nous avons réuni nos forces. Actuellement nous ne devons pas les diviser. Nous devons nous rappeler que chaque discorde intestine divise nos forces et facilite aux

vieilles forces la lutte contre nous; elles organisent déjà la campagne contre la liberté. Elles font tout pour introduire le trouble dans nos rangs. Soyez sur vos gardes. Elles veulent à présent susciter la discorde entre vous et vos officiers révolutionnaires. Ne mordez pas à l'hameçon des provocateurs, rappelez-vous que les officiers révolutionnaires sont nos camarades. Toutes discussions et injures, qui ne sont pas fondées ou fondées seulement sur des bruits obscurs sont inadmissibles et dangereuses.

Ne croyez pas à ces bruits, ne faites rien sans réfléchir contre nos camarades-officiers. Seulement en cas de faits certains communiquez immédiatement les renseignements au Comité exécutif des délégués ouvriers et militaires. Ne croyez pas non plus aux orateurs qui n'ont pas de mandat spécial du Comité exécutif. Ce dernier munit ses orateurs d'un certificat portant le sceau du Comité.

Camarades, veillez à la liberté conquise, faites attention. L'œuvre de la liberté est entre nos mains. Allons en avant pour la consolidation des conquêtes révolutionnaires avec nos camarades-officiers, fidèles à l'œuvre de la révolution.

Vive la liberté!

Vive l'armée révolutionnaire!

Vive l'Assemblée constituante!

Birjevia Viedomosti, 21.III.17. — Tsarine et Protopopoff:

On a trouvé chez l'ex-ministre de l'intérieur A. Protopopoff la correspondance avec la tsarine, établissant avec certitude les tendances germanophiles du vieux pouvoir et de Protopopoff. Les bruits relatifs aux tentatives des partisans du vieux régime de conclure une paix séparée avec l'Allemagne se confirment.

Perquisition à Tsarkoïe-Sélo:

Lors de la perquisition au Palais de Tsarkoïe Selo on a trouvé de grands dépôts de ravitaillement, d'armes et d'explosifs.

Den, 23.III.17. — Le sort du tsar abdicqué:

L'avenir de Nicolas II n'est pas encore décidé. On a d'abord voulu envoyer l'ancien empereur en Angleterre, où il a des parents, mais comme il connaît tous nos secrets militaires, on estime qu'il est dangereux de le laisser sortir de Russie, parce que d'Angleterre il peut partir ailleurs et communiquer des renseignements à nos ennemis.

Birjevia Viedomosti, 23.III.17. — Nouvelles de Raspoutine:

Le 22 mars on a trouvé à Tsarkoïe Selo le corps de Raspoutine. Le commandant d'une des batteries, capitaine Climoff, a remarqué que devant un des chantiers de bois de charpente de Tsarkoïe Selo se trouvait en permanence une garde renforcée. Questionnées, les sentinelles répondirent: « Ici se trouvent des objets appartenant au Palais. »

Continuant les recherches dans cette région contiguë au Palais, on a réussi à découvrir une petite chapelle récemment construite.

Le capitaine Climoff a ouvert la chapelle. Il s'est trouvé devant un cercueil métallique, couvercle ouvert. Dans le cercueil était Raspoutine; son corps était embaumé.

* * *

Quand la grande-duchesse Elisabeth est revenue de son couvent à Moscou, où elle a appris l'assassinat de Raspoutine, ainsi que la participation à l'assassinat du prince Jousouppoff-Soumarokoff-Elston, la grande-duchesse a demandé par télégraphe au grand-duc Dimitry de lui communiquer les détails.

Protopopoff, ministre de l'intérieur d'alors, a intercepté le télégramme.

Sur ordre de la tsarine, un blâme a été infligé à la grande-duchesse indiquant qu'elle ne doit pas s'intéresser « des affaires de la famille impériale », qu'elle ne doit pas oublier qu'en se consacrant au service de l'église orthodoxe elle est sortie de la famille impériale.

* * *

L'enquête de l'affaire Raspoutine, clôturée par le nouveau ministre de la justice Kerensky, a été entamée deux fois.

La première fois, l'ancien ministre de la justice Makaroff, insistant sur la cessation de cette affaire, après son rapport à l'ancien tsar, dut démissionner. En même temps l'enquête était arrêtée.

Sous le ministère Debrowsky, l'affaire était reprise, par ordre du tsar.

Augmentation du droit d'émission de la Banque d'Etat:

Le gouvernement provisoire a signé une ordonnance augmentant le droit d'émission du papier-monnaie par la Banque d'Etat pour la somme de deux milliards de roubles.

Droits de vote des femmes:

Le Comité exécutif du Conseil des délégués ouvriers et militaires a déclaré: « Les femmes bénéficient aussi du suffrage universel, sur la base duquel se feront les élections pour l'Assemblée constituante. »

Manifestation à Pétrograde:

Le 20 mars, les employés des tramways ont organisé une grande manifestation en l'honneur de la révolution; quinze tramways ont parcouru la ville avec les inscriptions: « Vive la république démocratique! », « La journée ouvrière de huit heures! », « La terre et la liberté! ».

POLOGNE

Dans la revue *Widnokrąg* (« L'Horizon ») de Varsovie, No 9, nous trouvons un article intéressant sur le brigadier Joseph Pilsudski, le créateur des Légions polonaises, actuellement organisateur de l'armée nationale polonaise:

Joseph Pilsudski vient de là-bas — où le plus lourdement pesait la main de l'oppression moscovite, de cette terre qui se courbait sous le lourd fardeau du gouvernement de Mouravieff-le-Pendeur — où a éclaté la révolte la plus immense contre cette oppression.

... C'est lui qui le 6 août 1914 a passé la frontière de la Pologne russe, en tête d'un détachement de chasseurs, en déclarant la guerre à la Russie au nom du peuple polonais tout entier.

Voici venir le 5 novembre. Pour la Pologne, un des actes les plus importants dans cette guerre, la plus cruelle dans l'histoire du monde, vient d'être accompli. Ressuscité par Pilsudski, le soldat polonais a rétabli les traditions de l'héroïsme polonais, a sauvé l'honneur des Polonais. C'est par les peines guerrières et par le sang que ressuscitera la Pologne.

Par la proclamation de l'Etat polonais indépendant les conditions ont changé.

Peu à peu, le peuple polonais commence à saisir la portée de l'action de Pilsudski.

Le moment est arrivé où on a rendu leur patrie aux soldats de Pilsudski; la capitale et après le pays tout entier ont témoigné aux Légions polonaises du cœur, de la reconnaissance et de l'honneur.

On pouvait aborder la question de l'organisation de l'armée, en marchant au but désiré non pas contre, mais avec le peuple.

Alors changea aussi le rôle de Pilsudski. De chef sur le champ de bataille il est devenu l'organisateur de la force militaire polonaise, mais dans l'Etat polonais indépendant.

... La tâche est difficile. Mais le peuple polonais a confiance en Pilsudski pour l'accomplir.

... Au moment proche où on entendra l'appel « aux armes », la jeunesse et les vieillards se lèveront pour faire leur devoir envers la patrie.

Kurjer Posnanski (Posnanie), 31.III.17. — La nouvelle orientation et la question polonaise:

La pratique démontrera quelle valeur auront pour nous les concessions. L'abolition du statut sur l'expropriation est pour nous plutôt une satisfaction morale du sentiment de justice offensé, qu'une concession pratique, car en réalité personne ne songeait actuellement à en faire usage.

Les concessions dans le domaine linguistique sont trop générales pour que l'importance puisse en être jugée. Il est même très difficile de dire quoique ce soit sur la question de colonisation favorable aux Polonais, car c'est une question de pratique administrative.

Si ce que le gouvernement compte faire aujourd'hui est le commencement de l'égalité des droits absolus, cela serait une manifestation heureuse de changements de vues dans les sphères gouvernementales. Mais il faut qu'on se rende compte, que jusqu'à ce que ce but soit atteint il faudra encore beaucoup de changements.

Déjà dans le débat à la Chambre des seigneurs, le chef de notre ville, le bourgmestre Wilms, croyait utile de présenter des critiques où on remarquait très clairement son attitude malveillante vis-à-vis des Polonais.

Nous ne pourrions avoir foi dans l'avènement d'une nouvelle ère dans les rapports polono-allemands, tant que les courants « hakatistes » ne cesseront de trahir d'une façon arrogante leur désir de faire échouer toutes les concessions.

Le gouvernement de M. Bethmann-Hollweg est entré dans la bonne voie; s'y maintiendra-t-il? L'avenir le montrera.

Nowa Reforma (de Cracovie), 3.IV.17. — Les Allemands et la révolution en Russie:

... L'Allemagne tout entière, tous les partis, et enfin le plus haut représentant du gouvernement se sont défendus des reproches qu'on leur adresse de vouloir rétablir le régime aboli en Russie, et d'avoir été, avant la guerre, le soutien de la réaction russe.

Cette défense était nécessaire... car au cours de mouvements révolutionnaires russes l'Allemagne, officielle ou non, n'a jamais pu être considérée comme sympathique à ces mouvements.

Cela provenait, certes, non pas des intentions de la politique allemande, mais de ses méthodes.

... C'est pourquoi le chancelier a le mérite d'avoir formulé avant-hier, au nom du gouvernement allemand, d'une façon claire et définitive, le détachement absolu du gouvernement allemand des questions intérieures russes, d'avoir condamné le régime despotique russe, jusqu'à refuser un mot de sympathie au tsar renversé de son trône.

L'explication des opinions réelles allemandes sur les événements de Russie, l'assurance au peuple russe qu'il ne doit craindre aucun danger dans la réalisation de ses idéals de liberté est un pas immense fait pour ce que le chancelier a appelé la fin heureuse de la guerre.

... Depuis le débat d'avant-hier, c'est comme si les deux bras saignants — allemand et russe — se tendaient l'un vers l'autre et se cherchaient dans l'espace. Ils se rencon-

treront sûrement tôt ou tard. Mais cette rencontre ne sera plus une catastrophe, ce sera un embrassement.

Naprzod (journal socialiste de Cracovie), 3.IV.17. — Sur les ruines du tsarisme :

On a maintes fois fait remarquer que la guerre actuelle exigeant les sacrifices les plus lourds de ceux qui renforcent le plus largement les armées, c'est-à-dire les masses populaires, deviendra un facteur important de la question de la démocratisation de l'Europe.

D'autant plus que les familles des soldats souffrent beaucoup plus, subissent beaucoup plus de difficultés et de privations que les sphères riches.

En un mot, au front et à l'arrière, cette guerre, critérium des forces de tous les Etats, exige beaucoup du peuple, de sorte que les gouvernements se créent des obligations vis-à-vis des masses populaires.

Cette idée revient souvent aujourd'hui dans les débats parlementaires.

Les hommes d'Etat au gouvernement, par exemple Beth-

mann-Hollweg, à n'en citer qu'un, se rendent aujourd'hui volontairement ou non compte de la nécessité d'élargir les droits du peuple.

L'écroulement brusque du vieux tsarisme agit tel un aiguillon sur toute l'Europe armée, l'immense garde-chiourme du peuple, qui jetait l'ombre de la réaction sur l'Europe — est désormais dissoute... Ce fait acquis, abstraction faite de ce que fera de ses membres le géant, libéré des chaînes du tsarisme, agit violemment sur les nouveaux courants de la pensée, justement dépendant des sacrifices et des efforts sus-mentionnés du peuple.

Dans la grande Allemagne les représentants du peuple demandent de hâter les réformes, de ne pas les remettre à la fin de la guerre, parce que la question des réformes n'est plus aujourd'hui une question intérieure, mais un problème de politique extérieure.

Lorsque s'est écroulé le tsarisme, représentant le plus criard, le plus brutal de la réaction, l'Allemagne ne peut se présenter devant l'opinion du monde entier, — opinion très importante au moment de la liquidation de la guerre mondiale — comme l'Etat le moins démocratique.

BELGIQUE

La Métropole, 30.III.17. — Enfin, des représentations :

Plus que personne, « *La Métropole* » réprovoque la sauvage doctrine de l'œil pour œil. Mais nous avons reconnu depuis longtemps que, dans le cas de l'Allemagne, « c'est la seule » qui puisse exercer quelque effet sur les bandits qui règnent à Berlin et que son application est légitime « en vue d'éviter de plus grands maux à des innocents ».

Indépendance belge, 2.IV.17 :

Herr Keil, membre de la majorité socialiste au Reichstag, a déclaré, au cours de la discussion sur les taxes nouvelles : « Personne en Allemagne ne croit que nous obtiendrons une indemnité de guerre. Préparons donc immédiatement une division équitable des taxes. » Allons, bon, il y a progrès. Encore un peu et ils seront préparés à payer eux-mêmes une indemnité.

La Métropole, 2.IV.17. — Les révélations du *Times* sur la Belgique. — Protestations belges :

Les journaux de Lord Northcliffe, en l'espèce le « *Times* » et le « *Daily Mail* », reproduits partiellement par l'« *Evening Standard* » et peut-être par d'autres feuilles anglaises, ont publié vendredi et samedi des articles qui ont excité parmi les Belges en Angleterre un profond étonnement et une légitime indignation.

Ces articles font partie du récit d'un Anglais, M. J.-P. Whitaker, qui prétend avoir séjourné pendant vingt-huit mois, sans avoir été inquiété, à Roubaix et à Tourcoing et qui a réussi récemment à s'échapper par la frontière hollandaise en passant par la Belgique, grâce au concours de Belges « qui ont risqué la prison et peut-être pis » à cette fin.

Cependant, les tendances de cette enquête sont entièrement unilatérales. Par la publication d'une série de faits et par l'omission d'un plus grand nombre d'autres « que l'auteur ne peut manquer de connaître » s'il a passé plus d'un jour en Belgique, elle donne de la situation de notre pays une idée entièrement fautive. En outre, contrairement aux prémisses de son article, M. J.-P. Whitaker généralise souvent, et, s'il s'en abstient, le « *Times* » le fait pour lui par des sous-titres extraordinaires comme « Pas ombre de dénuement » — « Prospérité en Belgique rurale » — « Boutiques en pleine activité et théâtres bondés » — « L'apparence de l'abondance ».

Certains des faits cités sont faux, d'autres exacts. Mais toujours le système de l'auteur éclate dans leur présentation partielle.

Peindre comme il le fait la Belgique martyre, c'est attenter à la vérité, c'est faire une mauvaise action.

Que dirait M. Whitaker si nous faisons le tableau de l'Angleterre en guerre d'après des citations de « *La Nation* » et du « *Labour Leader* » et en décrivant l'état d'esprit des thés ou des soirées dansantes du West-End? Que penserait-il d'un reportage sur Berlin qui se limiterait à la reproduction des menus de l'Hôtel Adlon?

En tout cas, la publicité donnée par la presse Northcliffe à ces élocubrations est inadmissible. Sans compter qu'elle est de nature à jeter le trouble dans l'esprit anglais nourri par des descriptions « complètes » de la situation belge, telles que le « *Times* » lui-même en présente souvent à ses lecteurs, elle fournira à l'ennemi des arguments de premier ordre pour sa campagne en pays neutres, elle pourra exciter en Belgique occupée des sentiments anglophobes et, enfin, elle pourra donner de nouveaux arguments au parti Reventlow dans sa campagne de « plus grande dureté » pour la Belgique.

Nous voulons croire que la bonne foi du « *Times* » a été surprise et qu'il mettra promptement au point, dans un « *leading* » autorisé, la publication d'articles qui s'harmonisent si peu avec la sûreté et l'impartialité d'information du grand organe de la Cité.

L'Indépendance belge, 2.IV.17 :

La question se pose si le blocus des Alliés est suffisant et si le moment n'est pas venu de le resserrer.

Le commandant Carlyon Bellairs, une autorité en matières navales, écrivant sur ce sujet dans le « *Sunday Pictorial* », estime que la politique suivie jusqu'à présent par le Foreign Office à l'égard des neutres ne répond ni au vœu de la nation ni aux nécessités de l'heure. « A quoi bon nous concilier des amis, si c'est pour perdre la guerre? » s'écrie-t-il. « Ce qu'il nous faut, c'est un ministre des affaires étrangères prêt à suivre la tradition des « *grands jours* » de la nation et à aller carrément de l'avant. »

Selon lui, il y a quatre moyens pour remédier à la situation : le blocus de la mer du Nord contre l'Allemagne « et les neutres » ; le remplacement des tribunaux de prise par une espèce de « *clearing-house* » (ce qui permettrait de réduire au minimum l'immobilisation des navires considérés comme prises de guerre) ; la création, d'accord avec les

Etats-Unis, d'un blocus financier (en refusant des crédits aux neutres qui font le commerce avec l'Allemagne); et enfin en restreignant la fourniture de charbon aux navires neutres et l'usage des câbles sous-marins aux habitants des pays neutres.

Vaderland, 4.IV.17. — Le Rhin peut-il rester allemand?

Certaines personnes haussaient les épaules lorsqu'on leur parlait de l'annexion du Rhin et répondaient: Vous vendez la peau de l'ours...

Mais il résulte que d'autres que nous revendiquent la peau de l'ours, à considérer le mouvement annexionniste créé récemment en France. Il est donc utile de démontrer, dès à présent que nous bravâmes la bête les premiers et le mieux et que nous ne sommes pas disposés à retourner chez nous avec un «petit remerciement» et les mains vides.

Sinon — et que ceux qui veulent conduire le peuple s'en imprègnent bien — nous regretterons amèrement la chasse et ne serons plus à trouver si le cor de chasse rententit à nouveau.

Mais pour revenir de l'image à la réalité, disons: nos soldats doivent être payés. Et comme les ministres ne peuvent accomplir des miracles et ne peuvent extraire de l'huile des cailloux, on n'a qu'à faire payer l'ennemi.

Le Rhin peut-il rester allemand? Pour raisons militaires, pour raisons économiques, par justice: Non!

Nouvelles, 5.IV.17. — La crise des transports:

Les lecteurs des «Nouvelles» n'ignorent certainement pas que les émissaires allemands achètent à tour de bras les bateaux d'intérieur qu'ils parviennent à découvrir en Hollande; l'Allemagne en a un besoin si impérieux qu'elle raffle indistinctement ce qu'elle trouve: bateaux de 300 à 1100 tonnes, en un mot, tout ce qui est susceptible de servir au transport du charbon vers le Rhin, où la pénurie de matériel flottant est excessive.

Les transports de houilles belges à destination de l'Allemagne ont pris ces derniers temps des proportions formidables et tout fait craindre que le matériel national, qui va ainsi vers ce pays de brigands ne nous revienne pas; les scrupules n'ont jamais gêné les Allemands et l'excuse de la nécessité absolue leur servira une fois de plus pour s'emparer de ce qui ne leur appartient à aucun titre.

Dans le cas où nos bateliers se refusent à naviguer pour ces transports, ou s'ils n'acceptent pas soit les frets, soit la location par jour qui leur sont offerts, on réquisitionne; rien n'est plus simple, ni plus commode. Il y a là incontestablement un abus de pouvoir éhonté, une vexation savamment calculée en vue d'appauvrir la Belgique en équipement fluvial.

Le XXme Siècle, 5.IV.17. — Hommages anglais aux réfugiés belges:

Lord Rhondda, président du «Local Government Board», qui est chargé de prendre soin des réfugiés, a rendu témoignage aux Belges résidant en Angleterre, dans une interview qu'il a accordée au représentant de l'«Associated Press», de New-York:

«Je puis déclarer, a-t-il dit, que ces 200,000 Belges arrivés dans ce pays, tout nouveau pour eux, par sa langue et par ses coutumes, après avoir subi les épreuves les plus pénibles et contemplé les spectacles les plus tragiques de massacres et d'incendies, portés naturellement à être déprimés par un long exil, se sont conduits admirablement bien dans des circonstances si exceptionnelles. Il résulte des statistiques officielles que la grande majorité des réfugiés valides travaillent et vivent de leurs propres ressources; on peut évaluer la proportion de ceux qui travaillent à 80 % au moins.

Le XXme Siècle, 6.IV.17. — Une situation claire:

Il est réconfortant de constater que la presse française ne se laisse pas abuser sur les réalités par l'enthousiasme cent fois justifié où la jette la décision de la grande République américaine.

Tout au plus, reprocherions-nous amicalement à «L'Humanité» d'oublier un peu vite les journées d'août 1914 pour écrire, jeudi matin, qu'«on chercherait en vain dans l'histoire un pendant à la décision idéalement désintéressée de la grande République».

Nous rappellerons volontiers à notre confrère socialiste français qu'il y eut un jour un petit royaume... Mais nous avons lu aussi dans «Paris-Midi» de mercredi que «l'homme du dollar donne le premier exemple d'une guerre entièrement désintéressée». Cette phrase est signée Maurice de Waleffe et nous croyons savoir que ce pseudonyme appartient à un Belge, ou au moins à un ancien Belge.

On peut applaudir avec joie le geste des Etats-Unis sans enlever à un petit peuple qui l'a payée assez cher une gloire que tout le peuple américain proclame lui-même chaque jour...

Le XXme Siècle, 6.IV.17. — La vie à Bruxelles:

Toutes les soirées et réceptions sont suspendues; il n'est plus d'usage d'inviter à dîner. Ce luxe ne serait d'ailleurs permis qu'aux très grosses fortunes, car tout est rare et hors de prix. La viande coûte 12 fr. le kilo, le beurre 18 fr., le café 15 fr., le thé, le cacao et le chocolat 25 fr., le sucre 8 fr., les œufs 60 ct., les poulets 18 à 25 fr., la gruyère 14 fr., la farine 5 fr., les confitures de 12 à 15 fr., les légumes, les épices et les autres denrées ont augmenté dans les mêmes proportions. Le poisson a disparu des marchés depuis le printemps dernier. Avec beaucoup de difficultés on parvient à trouver des harengs à 40 sous la pièce.

Le XXme Siècle, 6.IV.17. — Le président du «Relief Fund» répond au Times:

L'Américain Herbert Hoover, président de la Commission de secours à la Belgique, réfute les allégations produites dans le «Times» de l'Anglais Whitaker:

«Qu'on me permette de saisir cette occasion pour affirmer de nouveau, comme je l'ai déjà fait tant de fois, qu'il y a eu et qu'il y a toujours une plus grande privation en Belgique, sans toutefois que la famine y règne. «Et la famine n'y régnera pas tant qu'il sera loisible à la Commission de secours de poursuivre son œuvre.» Il y en a en Belgique des approvisionnements en céréales et en graisse pour 30 jours, de sorte que 30 journées seulement séparent la population belge de la famine.

Nouvelles, 6.IV.17. — Le crime allemand:

La barbarie allemande procède bien de son instinct et non d'un monstrueux calcul. Le monde civilisé ne saurait oublier et nos ennemis se chargent eux-mêmes de ruiner les dangereuses illusions de certains neutres, qui après trente-deux mois d'une guerre dont ils n'ont pas souffert directement, se laissent aller à rêver d'une humanité réconciliée dans l'oubli et le pardon. Même avec la certitude de leur défaite prochaine, ils ne renoncent point au misérable orgueil d'être des Huns et de sentir peser sur eux la sainte haine de tous les hommes de bonne volonté. Qu'on songe à ce que deviendrait la vie des peuples si l'Allemagne impériale ne devait pas être vaincue! Que les plus timides ou les plus las disent dans toute la sincérité de leur âme s'il est possible, devant tout le crime commis, de ne pas poursuivre la lutte, si dure soit-elle, jusqu'à la victoire du droit, de la liberté et de la dignité humaine, et jusqu'au juste châtiement des coupables?

Vrij België, 6.IV.17. — La résurrection flamande :

Nous voulons être Flamands en tout, dans notre vie publique, dans notre art, dans les domaines des sciences, industries et commerce.

Nous ne voulons à aucun prix nous laisser dépouiller de la renommée impérissable de l'École de peinture flamande et prétendons affirmer une littérature flamande, ainsi qu'un art musical flamand. Nous n'accordons rien à une unité factice. Mais bien que nous sachions que la renaissance d'un peuple ne peut s'effectuer, exclusivement, par l'influence de lois et de directives, bien que nous ayons confiance dans la volonté animant l'âme flamande, nous n'oublions pas que c'est équitablement par la voie légale, soupape de sûreté de la vie publique, que nous attendrons et voulons obtenir de l'Etat belge ce qui nous revient. Nous voulons un enseignement ayant de bas en haut sa langue maternelle comme langue véhiculaire.

Le peuple flamand n'a pas à payer des établissements publics tels que l'Université de Gand ou l'Institut supérieur de commerce à Anvers, dont l'influence agit d'une façon antisociale sur sa propre vie. Même en temps de guerre, où la nécessité patriotique dominait, et où la largeur de vues exigeait de ravir aux Allemands l'arme de l'intervention dans la question des langues, les Fransquillons ne purent, en général, arriver à leurs fins.

Toute l'administration supérieure doit s'imprégner du principe que la Belgique flamand est une contrée d'expression néerlandaise, afin que la langue administrative de cette contrée devienne le néerlandais.

L'armée nous démontre que les Flamands doivent être traités comme des Flamands, tant pendant l'instruction que pour le commandement.

Devant toutes les cours de justice et tribunaux, Bruxelles y compris, le Flamand doit être à même de traiter ses affaires, dans sa propre langue.

Voilà nos aspirations initiales sur le terrain législatif, pour que l'Etat belge puisse remplir son rôle d'éducateur envers le peuple flamand.

Et à qui prétendrait, ainsi que l'a fait l'« Echo belge », que le pacte de 1830 serait de ce fait rompu, nous répondrions : c'est faux ! L'on doit loyalement reconnaître qu'entre 1830 et 1917 il existe cette différence : les Flamands étaient en 1830 un peuple sans volonté, dont on faisait tout ce que l'on voulait, mais en 1917 les Flamands nous écrivent des tranchées, avec le sentiment qu'ils exposent leur vie dans ce but : « Voulant ce qui est juste — et nous le voulons — nous devons l'obtenir. »

Que leurs paroles soient notre conclusion.

Le Socialiste belge du 7.IV.17, sous le titre « L'explication de la campagne » annonce qu'un ami du Havre a prévenu le journal qu'une campagne s'amorçait, qui dans l'esprit de certains ennemis de celui-ci doit avoir pour but de faire passer les membres de la rédaction comme traîtres au pays. La rédaction a répondu :

Merci de votre communication. Nous savions d'où venait la manœuvre. Nous n'ignorons pas non plus qui la paie. Nous assistons aux contorsions de ces pauvres gens, l'âme tranquille et quelque peu goguenarde.

Le Socialiste belge, 7.IV.17. — La guerre économique :

M. Bernard, rédacteur à l'« Echo belge », dans le même article où il se prononce en faveur d'une guerre économique

poussée à l'extrême, déclare ne pas être adversaire, en principe, d'une politique annexionniste. Sous ce rapport, M. Bernard se réclame, en politique, des principes assez semblables à ceux qui guident le voleur lorsque celui-ci se trouve placé devant un coffre-fort : Comme lui il n'a qu'un scrupule : l'opération pourra-t-elle se faire de façon avantageuse ? Puisque le côté moral de la question ne le préoccupe pas, nous lui demanderons de bien vouloir tirer profit des douloureuses expériences du passé.

Mais là où le lecteur se sera étonné à coup sûr, c'est lorsque le même Bernard, qui souhaite que tous les produits allemands trouvent chez nous porte close, ne voit aucun inconvénient pour introduire des « Boches » eux-mêmes dans notre ménage belge.

... Il lui arrive aussi de s'occuper de notre politique intérieure, et là encore il essaya de nous étonner par mille et une fantaisies. N'est-ce pas lui, pour citer un exemple, qui réclama pour nous je ne sais quel régime autocratique au moment même où la Russie se débattait encore sous l'étreinte du tsarisme ?

La Patrie belge, du 8.III.17, publie un article « Les Socialistes et la guerre », de M. C. Huysmans, entièrement censuré, suivi des commentaires et notes suivants :

Ce que le « XXme Siècle » ne dit pas, c'est que le Congrès socialiste « allié » a été voulu par MM. Vandervelde, De Brouckère et autres. et que son ajournement prouve l'échec de leur politique gastronomico-bourgeoise au sein de notre guerre. La conscience populaire remettra chacun à sa vraie place et le courage civique d'un grand nombre de socialistes sera mis en parallèle après la guerre avec l'avachissement de certains de nos confrères. J. S.

* * *

On lit dans les journaux : « Un délégué des socialistes belges » :

M. De Brouckère, délégué « officiel » du parti ouvrier, se rendra en Russie en même temps que les socialistes alliés pour porter aux ouvriers russes le salut des Belges.

Nous désirerions savoir qui a élu M. De Brouckère, délégué « officiel » du parti ouvrier et qui l'a chargé de mission en Russie ?

* * *

La manifestation qu'avait organisée, dimanche 1er avril après-midi, « la Ligue des Droits de l'Homme » en l'honneur de la révolution russe, avait attiré une foule immense. La salle comble comptait près de 8000 personnes et la rue était remplie de gens qui n'avaient pu trouver place.

Sous la présidence du citoyen Victor Basch furent très religieusement écoutés, M. Victor Bérard, directeur de l'École des Hautes Études, ainsi que M. le professeur Aulard.

M. Emile Vandervelde, ministre d'Etat, prit ensuite la parole, mais aussitôt dans la salle retentirent des huées, des sifflets et des cris de « renégat », sur l'air des « Lampions ». M. Vandervelde pendant trois quarts d'heure tenta vainement de se faire entendre. La foule s'y opposa énergiquement.

La réunion comptait bon nombre de soldats : russes, français et belges. Et le même vent de colère semblait s'être emparé aussi de nos poilus contre leur représentant.

Séverine, qui fut très applaudie dans un éloquent et chaleureux discours, ramena le calme dans l'assemblée.

Des chants russes très doux, très suaves répandirent la paix complète dans les esprits excités de l'assemblée, et un ordre du jour saluant la grande révolution russe fut voté par acclamations.

SUISSE

La Suisse:

La situation des Impériaux apparaît beaucoup plus critique qu'on ne l'imaginait. Ils ont des hommes encore. Mais que valent-ils? Leurs armées, annonce Wolff, ne tenteront rien contre la Russie. C'est avouer qu'elles ne sont plus en état d'attaquer avec succès. Quant à une offensive contre l'Italie, l'Allemagne n'ignore pas que cette entreprise ne la mènerait à rien, sauf à se faire prendre un pied dans la botte.

L'Allemagne n'est plus même capable d'enrayer la poussée des Alliés sur le front d'occident. Mais elle appelle ligne Siegfried les nouvelles positions occupées par Hindenburg. Que celles-ci cèdent, comme on doit s'y attendre, elle adoptera une ligne Wotan, qui reculera elle-même, en sa qualité de ligne voyageuse. Cela leur vaudra les sympathies de quelques méfomans de Genève. C'est autant de gagné. Et elle se félicitera des bons tours qu'elle joue à ses ennemis, obligés d'avancer presque sans pertes. Malheureusement pour elle, ce petit jeu-là ne peut pas durer très longtemps.

Surtout que les comparses sont eux-mêmes bien malades. Etroitement cuisinée, l'Autriche ne se soutient plus que par le prestige des cordons bleus de Prusse. Elle flanchera à la première chiquenaude et la désagrégation dont la menaçaient les Alliés se fera toute seule. La Bulgarie n'existe plus qu'à titre d'ombre, ou de reflet. Et la Turquie s'effondre. Elle a trop vaincu elle en meurt.

Nous approchons donc à grands pas de la fin logique, attendue, nécessaire. Cette monstrueuse aventure ne devait pas avoir d'autre solution. Il y a six mois, des aveugles opiniâtres pouvaient encore croire à une victoire de l'Allemagne. Aujourd'hui il n'en est plus question. La partie est irrémédiablement perdue. Il va falloir payer.

Et l'on ne sera même plus considéré.

Le Genevois:

Jamais un conflit n'avait fait se partager l'humanité tout entière en deux camps. Et voici que l'Allemagne a réussi à réaliser contre soi cet accord mondial qui, moralement, est complet et, effectivement, n'est pas fort éloigné de le devenir. Plus tard, le Persan de Montesquieu sera l'homme dont on dira qu'au temps de la Grande Guerre il fut neutre...

Cette déclaration du sénateur Williams, sera demain celle de tous les Alliés: « Pas de paix avec les Hohenzollern! guerre à l'Allemagne tant qu'elle entend rester la chose du militarisme prussien! » En d'autres termes: « Pas de paix qui ne doive être partout le triomphe certain et entier de la démocratie. »

Ainsi la guerre a pris son entière signification, grâce à la Révolution russe d'abord, à la déclaration de guerre des Etats-Unis ensuite.

Nous devons tous savoir où nous achemine la conclusion, qu'on sent prochaine, de cette lutte aussi démente en ses origines que salvatrice en ses fins.

Il s'agit pour l'humanité d'être ou de ne plus être. Elle sera.

La Gazette de Lausanne:

Les Bulgares, d'après M. Savadjian, seraient encore plus madrés que nous le pensions. Le gouvernement bulgare n'a jamais songé sincèrement, d'après le directeur de l'Agence balkanique, à rechercher un accord avec l'Entente. Les généraux allemands sont maîtres du pays, le gouvernement et l'état-major bulgare se sont effondrés sous la mainmise prussienne. Le général Mackensen a exigé la destitution des généraux bulgares Toschef, Beyadjief, Draganof. Et Sofia a consenti.

Un ami de M. Ghénadiei, le ministre des chemins de fer Apostolof, a été pareillement sacrifié à la méfiance berlinoise: Les garnisons allemandes viennent occuper les principales villes bulgares, le pays est ravitaillé par des com-

missaires allemands qui ont fait, d'ailleurs, main basse sur le commerce tout entier.

« Dans ces conditions, poursuit M. Savadjian, la Bulgarie ne pourra jamais songer à une paix séparée. Les essais que l'on a faits par l'intermédiaire de M. Radef ont été ordonnés de Berlin dans le seul dessein, comme je l'ai dit, de tendre un piège aux puissances de l'Entente. Je crois que la France et l'Angleterre ont compris cette vérité. Elles répondront par le canon du général Sarrail. »

Le Journal de Genève:

En juin 1910, une loi russe enleva au parlement de Finlande son droit législatif, la Finlande était régie dès lors par des lois russes. L'autonomie finlandaise avait vécu. Les plus illustres représentants du droit public international dans toute l'Europe établirent par des textes irréfutables que le tsar s'était obligé vis-à-vis des Finlandais, mais ils ne furent pas écoutés. L'iniquité triomphait.

Elle est maintenant abolie. Le gouvernement russe vient d'annuler les décrets impériaux qui restreignaient les libertés de la Finlande. Les Finlandais condamnés pour délits politiques sont amnistiés. La Chambre finlandaise est invitée à proposer elle-même un projet de nouvelle administration et, si elle le juge nécessaire, une nouvelle constitution.

La proclamation récente de l'indépendance polonaise par la nouvelle Russie demeure sans effet immédiat puisque la Pologne entière est aux mains de l'étranger. Mais en Finlande, la liberté éclôt et s'épanouit avec le printemps.

Le Genevois:

Le tsarisme déchu et la Révolution russe évoluant dans le sens nettement démocratique, il n'est pas possible de concevoir, de ce côté, une plus longue opposition à M. Venizelos. M. Briand ayant, en France, passé la main, on doit espérer que le 1830 hellénique est abandonné, qu'il voulait réaliser en sauvegardant « mordicus » le trône de Grèce afin qu'à l'heure propice la branche cadette pût s'y installer. Il ne saurait subsister quelque opposition au grand Crétois que du côté de l'Italie, dont les journaux s'évertuent à le faire passer pour un homme fort ordinaire, parce que son dessein de réaliser la plus grande Grèce du côté de l'Asie-Mineure contrarie les vues de certain impérialisme méditerranéen auquel il faut prendre garde. Quant à l'Angleterre et à la République américaine, on ne peut concevoir qu'elles aient le moindre motif d'ordre égoïste d'empêcher que ne s'accomplisse enfin en Grèce le changement de régime qui, indubitablement, répond au sentiment populaire. Il est donc temps que, réservant le règlement des compétitions italo-helléniques, « l'imbroglia » grec soit résolu par simple permission qu'on donnera à M. Venizelos d'agir à sa guise, et par la liberté de mouvements qu'on se décidera enfin à conférer de la sorte au général Sarrail.

... La Grèce royale n'est encore que complice; il n'est pas difficile de ruiner cette complicité avant qu'elle ne devienne un véritable concours. Il suffit d'intervenir à Athènes pour que la Couronne rentre dans la légalité constitutionnelle, et de donner carte blanche et protection suffisante à M. Venizelos pour qu'il puisse rallier ses amis partout où il en a, en Thessalie par exemple, où la population, en grande majorité venizéliste, subit le terrorisme royal. Les puissances protectrices de la Grèce et garantes des formes constitutionnelles du régime ont le devoir d'ouvrir les voies à M. Venizelos afin qu'une Assemblée vraiment nationale décide du sort de la dynastie. Le résultat n'est point douteux.

Le Journal de Genève:

Après Cuba et le Brésil, les autres Etats de l'Amérique du Sud trouvent dans leurs rapports avec l'Espagne encore

neutre un certain contre-poids à la pression des Etats-Unis. Ces républiques, dont plusieurs ont atteint un degré éminent de prospérité et de puissance, subissent fortement l'influence matérielle des Etats-Unis, mais sont en réaction contre eux dans le domaine des sentiments. Elles n'entendent pas se mettre à leur suite sans raison, pour le seul plaisir de jouer un rôle de « brillants seconds ». D'autre part, l'influence économique et financière des Etats-Unis, considérable dans le nouveau monde, vient se conjuguer avec une influence analogue de l'Angleterre. En Argentine, par exemple, les Anglais ont acquis toute la flotte marchande et presque toute la production nationale, pour le compte des Alliés.

Maintenant que toute l'influence anglo-saxonne est, dans le monde entier, au service de la même cause, il se peut fort bien que des motifs économiques jettent l'Amérique latine dans la guerre; il se peut aussi que ces républiques ne veuillent pas laisser aux Etats-Unis seuls, pour lesquels elles ressentent de la méfiance, l'honneur et l'éclat de la victoire...

... Le facteur essentiel est dans l'expulsion progressive de l'Allemagne de tous les continents. Aujourd'hui, même si la flotte anglaise n'existait pas, les Allemands n'auraient pas, en dehors d'Europe, un port pour faire escale, sauf au Siam. Pour un pays surpeuplé et surproductif qui vit d'exportations, et mourra s'il doit se replier sur lui-même, la perte de l'Amérique du Sud, venant après celle de la Chine, est une véritable catastrophe. Les colonies allemandes de Chine et d'Amérique, les capitaux énormes que l'Allemagne avait engagés dans ces pays, le monopole commercial dont elle jouissait, fruit de longs efforts, les espoirs grandioses qu'elle caressait, tout cela est perdu sans retour.

La Gazette de Lausanne, sur la mise en liberté par le nouveau gouvernement russe, de l'archevêque catholique de Lemberg, Mgr Szeptizky, l'autorisant à rentrer dans son diocèse:

C'est un acte de réparation et d'équité qui prouve que le nouveau régime est bien décidé, comme je vous l'écrivais dernièrement, à pratiquer une politique d'affranchissement religieux et à rendre à tous les dissidents, spécialement aux douze millions de catholiques qui résident dans l'empire russe, l'entière liberté de leur culte. La libération de Mgr Szeptizky a produit au Vatican la meilleure impression et le pape s'est empressé de télégraphier ses remerciements au nouveau gouvernement russe.

... Tandis que la nouvelle Russie rend la liberté à l'archevêque catholique de Lemberg, les empires du centre traitent plus durement que jamais les dignitaires catholiques qui ont le malheur de leur déplaire. Le prince-évêque de Trente, Mgr Endrici, est toujours interné à Vienne et les réclamations du Saint-Siège n'ont obtenu aucun résultat. Le général von Bissing vient de faire condamner à huit mois de prison et d'expédier dans une forteresse d'Allemagne le vicaire-général du cardinal Mercier et le directeur du Séminaire de Louvain.

En même temps, les autorités allemandes empêchent les évêques des régions françaises occupées de correspondre avec le Saint-Siège. L'évêque de Cambrai avait adressé au pape deux lettres que les Allemands ont saisies et lui ont renvoyées. Voilà comment les Austro-Allemands pratiquent la liberté religieuse et traitent les évêques et les prêtres catholiques. Qu'en pensent ces catholiques allemands ou germanophiles qui osent parler encore de l'anticléricalisme de la République française et qui prétendent que les empires du centre incarnent le respect de la religion et de l'autorité?

* * *

St-Galler Tagblatt, 31.III.17. — Les obstacles à la paix, par E. V. Tobler:

Je regarde la double morale pour les citoyens et les Etats

comme le plus grand obstacle à la paix. La morale générale des citoyens des Etats civilisés s'est sans doute élevée en partie, grâce à l'aide puissante et à l'éducation par les Etats et leurs organes. Les Etats ont inculqué à leurs citoyens le précepte que des accords convenus doivent être observés; ils les obligent aussi par leurs tribunaux à la reconnaissance du principe: le droit prime la force. Mais les Etats se sont, jusqu'à présent, donné fort peu de peine à travailler à leur propre éducation. Les principes moraux généralement reconnus cessent d'exercer leur action dès qu'ils concernent l'Etat lui-même. Sous prétexte de l'intérêt supérieur de l'Etat, on agit partout d'après le principe que la fin justifie les moyens et que la force prime le droit. C'est ainsi qu'une guerre dont il est prévu qu'elle coûtera des millions de vie humaines est déchaînée aussi grossièrement qu'une rixe d'étudiants. Aujourd'hui, la morale des Etats est enfoncée dans des marécages féodaux et moyenâgeux. Toute une armée de diplomates et politiciens, maîtres de droit, historiens, philosophes, journalistes, d'artistes même — ce ne sont pas les moins nombreux — de théologiens, sont à la disposition de tous les états pour charmer l'immoralité la plus crasse et la transformer, par leur savante autorité, en morale la plus élevée.

Neue Zürcher Zeitung, 1.IV.17. — Le blocus anglais:

Dans un article de la « Westminster Gazette », on fait remarquer qu'en Allemagne, comme l'a reconnu Bethmann-Hollweg, il n'y a pas de disette en ce qui concerne l'armée. Les denrées alimentaires sont devenues rares parce que, premièrement, tant de cultivateurs ont été appelés sous les drapeaux, puis, secondement, parce que l'armée en consomme énormément, enfin, troisièmement, parce que certains articles, servant ordinairement à l'alimentation, ont été utilisés pour la préparation de munitions de guerre. Bethmann-Hollweg a représenté au président Wilson que le blocus britannique n'a pas fait de tort à l'armée, mais seulement aux faibles, aux malades et aux vieillards. Cependant, une partie de la production laitière est mise à contribution pour la préparation de matières explosives. Il n'y a que les Allemands qui puissent avoir l'idée d'employer le principal produit alimentaire de leurs enfants à la fabrication de nitroglycérine et pour reprocher ensuite à leurs ennemis de leur couper les autres sources. Ce qui, au fond, incommode les Allemands, ce n'est pas qu'ils soient hors d'état de produire les matières alimentaires en suffisance, mais c'est qu'ils doivent en produire davantage pour eux et ne peuvent, par conséquent, pas envoyer toute leur population masculine aux armées.

Bund, 3.IV.17. — Ce que tout le monde désire ardemment, selon le comte Czernin:

Les explications du comte Czernin dans l'officielle « Fremdenblatt » concordent en principe avec les offres faites plusieurs fois par Bethmann-Hollweg. Comme le chancelier, le comte Czernin démontre que la quadruple est toujours disposée à entamer des négociations de paix, même pendant la continuation des hostilités. Il n'y a naturellement pas à douter que ces explications n'ont été données que d'accord avec les pays alliés et que nous sommes en présence d'une nouvelle amorce de pourparlers de paix présentée sous le couvert d'une interview de journaliste. Il est en tout cas fort douteux qu'on en puisse attendre un succès immédiat. Quelques opinions de la presse opposée ont déjà paru et signalent ces explications comme un moyen de séparer la nouvelle Russie de ses alliés et de tomber dans les bras de l'Amérique avant sa déclaration de guerre.

Il faut cependant reconnaître une chose; le monde soupire après la paix d'une manière de plus en plus pressante et la parole d'un diplomate qui invoque aujourd'hui la paix, est en même temps une parole sortant du cœur de tous les

peuples. Il ne faut pas se laisser induire en erreur par les clameurs bruyantes d'une certaine presse: tous les peuples soupirent après la fin. Tous, protestants, catholiques, juifs, et mahométans se trouveraient unis par la supplication de l'ancien et vénérable texte de la messe: « Dona nobis pacem ! ».

Il Dovere, 4.IV.17. — Les États-Unis prennent part au conflit européen:

On peut proclamer maintenant haut et fort, que l'intervention américaine signifie la justification définitive de cette guerre, que l'Entente a subie, en premier lieu, pour sa défense, et qu'elle s'est imposée ensuite, comme un acte de libération nécessaire contre tous les artifices des Empires centraux.

Cette intervention, placée auprès de la révolution russe à laquelle elle ajoute de nouvelles forces, réalise la sainte Ligue de la civilisation et de la démocratie.

Berner Tagblatt, 4.IV.17. — La responsabilité des chefs d'États dans la guerre:

Quand Wilson se plaint que cette guerre ait été provoquée comme dans les temps anciens par les conducteurs d'États, sans que les peuples aient été consultés, il prononce sa propre condamnation. Car lui non plus n'a pas consulté son peuple, lui aussi, de par son propre plein pouvoir et sans nécessité, a saisi l'épée. Lui aussi sera responsable devant Dieu et devant l'histoire du nouveau malheur qui tombe sur l'humanité. Même la prétention que l'Allemagne aurait nourri de méchants desseins contre l'Amérique n'est que vaine buée et phrase creuse. Il est vrai que son gouvernement a cherché de l'aide pour « en cas de guerre », c'était son droit et son devoir. Mais, d'autre part, aucune des puissances centrales n'a eu de manquements envers l'Amérique et la démocratie américaine n'est menacée par personne. Mais, comme les Anglais prétendent que c'est pour la Belgique, les Français que c'est pour protéger les petites nations qu'ils sont entrés en guerre, de même Wilson prétend maintenant qu'il a tiré l'épée avec bon droit pour la protection de la démocratie.

Züricher Post, 4.IV.17. — L'Allemagne et la nouvelle Russie:

Des révolutionnaires russes fixés en Suisse reconnaissent hautement que la situation de la Russie rénovée par rapport à la question de la paix dépend beaucoup de la position que l'Allemagne prend vis-à-vis de la nouvelle Russie. De même que la méconnaissance et l'incompréhension mutuelles des peuples est l'une des causes psychiques de la guerre mondiale, de même aussi l'opinion russe sur la pensée allemande à l'égard de la Russie rénovée est fautive. Il est vrai que nous, Allemands, ne sommes pas sans reproches envers cette fautive opinion; notre faute ne réside pas dans le fait même de cette méconnaissance, mais plutôt dans la forme, ou, pour mieux dire, dans la négligence de la forme.

Emile Schiff, auteur de cet article, s'étend ensuite sur l'organisation politique allemande. Il fait remarquer que l'Allemagne a trop peu estimé la puissance de la presse, tandis que les puissances de l'Entente, au contraire, ont su en faire un instrument précieux, docile, plein de tact. Il montre ensuite que l'Allemand, tout en ayant une petite minorité de militaristes, est plutôt pacifiste, à commencer par l'Empereur qui

a des idées bien plus libérales qu'on ne le croit à l'étranger. Il est satisfait de son gouvernement qui s'occupe des ouvriers et a introduit longtemps avant les autres peuples, l'assurance ouvrière (au temps de Guillaume I et de Bismarck); l'industrie y est prospère parce que les autorités l'encouragent et la protègent, sans pourtant s'ingérer dans ses affaires; la liberté de presse y est réelle et un nombre considérable de journaux éduquent le peuple. Si l'organisation allemande n'était pas saine et parfaitement supportable, ce pays n'aurait pas pu résister comme il le fait à la formidable coalition de ses ennemis.

L'Allemagne n'est pas le refuge de la réaction russe. Ces deux nations étaient amies sans que cela puisse être regardé comme un appui de la politique du Tsar par l'Empereur, contre le peuple. Non seulement l'Empereur n'avait pas offert ses troupes au Tsar en 1905 pour étouffer la révolution, mais au contraire il avait donné à celui-ci le conseil de s'entendre avec bonté avec son peuple.

L'Allemagne ne veut pas s'immiscer dans les affaires intérieures de la Russie; ayant fait la guerre contre l'ancien régime, elle n'a aucune envie de le restaurer; elle espère que le parti le plus sain aura le dessus et qu'on pourra s'entendre avec lui. Le peuple et le gouvernement allemands seraient prêts...

d'aller au devant d'un arrangement avec la nouvelle Russie et de ne pas utiliser aux dépens de la Russie une déclaration du désir de paix ou même une marque évidente de faiblesse. Ils désirent au contraire entrer en relations avec un gouvernement russe solidement établi, aux idées justes et avec un nouvel État russe.

Si le gouvernement allemand n'en a pas parlé davantage, c'est qu'il ne veut pas influencer le développement encore incertain de la Russie et parce que, d'autre part, ses avances seraient exploitées par les nations de l'Entente.

Vaterland, 5.IV.17. — Nansen, futur ministre de la guerre:

Le « Politiken » publie une interview de Frithjof Nansen, présenté par le collaborateur du « Politiken » comme le futur ministre de la guerre norvégien. Dans son interview sur la conclusion d'accords scandinaves sur le terrain économique, Nansen dit: « Je crois que nous allons au-devant d'un nouveau scandinavisme correspondant non pas à une disposition sentimentale, mais à la réalité. L'amère nécessité de la coopération politique entre le Danemark, la Norvège et la Suède doit pousser ses racines dans un sentiment de communauté plus profond et l'envisage la question d'une façon si pratique que je tiens la coopération économique pour la meilleure base. Je crois qu'il faudra en arriver à une nouvelle constitution scandinave embrassant aussi bien une union douanière scandinave qu'une coopération de la politique commerciale, économique et industrielle des trois pays.

TURQUIE

Lloyd ottoman, 23.III.17. — Au Parlement:

S. E. Djavid Bey a relevé également que le pays, après la guerre, ne sera pas obligé de payer immédiatement des annuités pour les emprunts accordés par l'Allemagne. De la sorte, notre alliée nous aidera à nous relever et à nous soutenir dans le domaine économique et financier.

Hilal, 25.III.17. — Entre l'Allemagne et la Turquie:

A mesure que la guerre se prolonge, l'amitié turco-allemande se raffermi et se développe tous les jours davantage. Et cela met en évidence la pureté et la solidité des sentiments que l'Allemagne et la Turquie se sont vouées l'une à l'autre. En effet, l'amitié turco-allemande et l'alliance qui en a résulté, non seulement résistent victorieusement à l'épreuve du temps, mais encore en sortent agrandies et plus fermes que jamais.

Le Sabah, 25.III.17. — Sur les conventions turco-allemande:

L'Allemagne a été la première à reconnaître le droit de la Turquie à supprimer le régime capitulaire; nous exprimons toute notre satisfaction, soulignant le caractère sincère et cordial des relations turco-allemandes. L'amitié pour l'Allemagne deviendra encore plus chaude quand les Turcs connaîtront et apprécieront mieux encore ce pays.

L'ikdam, 27.III.17:

Le fait de la signature des récentes conventions est éminemment propre à démontrer le degré de cordialité des relations de l'Allemagne et de la Turquie et à prouver que l'alliance actuelle ne se rapporte pas seulement au présent

état de guerre, mais aussi aux années de paix et de tranquillité qui suivront la conflagration.

Le Lloyd ottoman, 28.III.17. — Les conventions judiciaires turco-allemandes:

Les conventions judiciaires conclues entre la Turquie et l'empire d'Allemagne le 11 janvier 1917 serviront de modèle à toutes les conventions similaires à conclure par la Turquie avec les autres puissances de l'Europe...

Les conventions ci-dessus sont complètement assises sur la base de la réciprocité pour toutes les questions relatives aux droits des sujets de l'une ou l'autre partie. Elles comportent: une convention consulaire pour la fixation des droits réciproques et pour l'assistance judiciaire, un traité d'extradition, un traité réglant le droit de résidence et un autre sur l'extradition réciproque des réfractaires et déserteurs. A ces cinq conventions s'en ajoutent autant d'autres ayant trait aux colonies allemandes.

Hilal, 28.III.17. — Le couronnement d'une belle œuvre:

La conclusion des conventions que la Chambre a ratifiées hier (conventions turco-allemandes) est réellement un grand succès dont le gouvernement doit être félicité. C'est la première fois que l'on voit la Turquie se placer au même rang qu'une grande puissance occidentale, traiter avec elle sur le même pied d'égalité et signer avec elle des actes basés sur la parfaite égalité des droits et sur la réciprocité la plus vigoureuse. Ce magnifique spectacle qui est fait pour nous réjouir et pour enthousiasmer nos cœurs est un spectacle de triomphe et notre premier sentiment est tout d'allégresse et de juste fierté.

Imprimerie Albert Renaud & Cie, Genève.

Bulletin d'Abonnement

Le soussigné

rue, N°, à

déclare souscrire un abonnement de mois (*) à **LA REVUE DE LA PRESSE**, paraissant à Genève, 3, rue Merle-d'Aubigné. Il a envoyé le montant de l'abonnement par mandat postal le

(*) CONDITIONS D'ABONNEMENT

UN MOIS

pour la **Suisse** seulement : Fr. **1.** —

Le montant peut être expédié en timbres-poste.

SIX MOIS

Suisse Fr. **4.50**

Etranger Fr. **5.50**

La Revue de la Presse

donne tous les jeudis-midi, en un volume condensé, les articles marquants de tous les grands journaux des pays belligérants.



La Revue de la Presse

permet de suivre facilement, pour un prix modique, l'opinion publique de toutes les puissances en guerre.



La collection de

La Revue de la Presse

constituera, pour l'après-guerre, un ensemble de documents uniques, impossible à réunir sans un travail et des frais considérables.



Les lecteurs qui désirent recevoir rapidement **La Revue de la Presse** peuvent s'inscrire pour des abonnements de un ou six mois (voir conditions à la page 23).

TAILLEUR POUR DAMES
ET MESSIEURS

S. GRUNBERG

36, RUE DU MARCHÉ, 36

GENÈVE

Maison Charrière

47, Rue des Eaux-Vives :: Genève

Tabacs, Cigares, Cigarettes

Spécialité de

Tabacs Hollandais pour la pipe

AU RUBIS



MAROQUINERIE FINE



BIJOUTERIE
FANTAISIE



GALLÉ DE NANCY



RUE DU RHONE, 90



Halle aux Meubles

6, Rue de Berne, 6

GENÈVE



Ameublements



Trousseaux complets



Rideaux

